



AFFAIRE SONATRACH :

Des peines de 3 à 12 ans de prison ferme requises

page 2

ED DIWAN



Quotidien national d'informations culturelles

Jeudi 13 Avril 2023

- Prix : 15 DA Tirage 2000

APN :

Adoption du texte de loi monétaire et bancaire



page 2

ABDELHAK SAÏHI, MINISTRE DE LA SANTE :

« La numérisation des hôpitaux généralisée en juin prochain »



page 3

Actualité



ALGERIE-PORTUGAL
Attaf évoque avec son homologue portugais les relations bilatérales lors d'un entretien téléphonique

ASSEMBLEE POPULAIRE NATIONALE (APN) :

Boughali insiste sur la nécessité de poursuivre l'actualisation de l'arsenal juridique

Chanegriha prend part à l'ouverture de la 13e édition de l'exposition LAAD-2023 au Brésil

MDN : 8 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

APN

Adoption du texte de loi monétaire et bancaire

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté, mardi à l'unanimité, le texte de loi monétaire et bancaire qui vise à moderniser le système bancaire, renforcer ses missions de réglementation et de contrôle, et lui permettre d'être au diapason des méthodes en vigueur au plan international.

L'adoption a eu lieu lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'Assemblée, en présence du ministre des Finances, Laâziz Faïd et de la ministre des relations avec le Parlement, Basma Azouar. Le texte vient s'ajouter à une série de réformes initiées par l'Algérie, avec des mesures efficaces en matière de facilitation et de rapidité des opérations financières, notamment après la promulgation de la nouvelle loi sur l'investissement. S'inscrivant dans le cadre des 54 engagements du Président de la République concernant les grandes réformes de la gouvernance financière en Algérie, le texte de loi porte sur plusieurs nouveautés majeures, dont le renforcement de la gouvernance de la Banque d'Algérie (BA), via plusieurs



volets, notamment le retour au système de mandat pour l'exercice de la fonction de Gouverneur et des vice-gouverneurs de la BA. Elles englobent aussi la création d'une commission nationale char-

gée de mettre sur pied un projet de stratégie nationale de développement des moyens de paiement. Outre l'élargissement des missions de la BA en matière de sécurité, de contrôle des systèmes de

paiement pour englober la compensation, le règlement et les instruments financiers, le texte de loi élargira les prérogatives conférées au Conseil de la monnaie et du crédit (CMC) pour lui permettre d'accompagner les mutations de l'écosystème bancaire. En matière de renforcement des mécanismes de suivi et de contrôle, le texte propose la création de nouveaux comités, notamment celui de la stabilité financière, lesquels seront chargés du contrôle macro-prudentiel et de la gestion des crises, dont la mission principale consiste à élaborer un rapport annuel à soumettre au Président de la République. D'autre part, le nouveau texte consacre, à travers plusieurs dispositions, le développement du financement islamique et de la finance verte.

ALGERIE-PORTUGAL

Attaf évoque avec son homologue portugais les relations bilatérales lors d'un entretien téléphonique

Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, M. Ahmed Attaf, a reçu un appel téléphonique de son homologue portugais, Joao Cravinho avec qui il a évoqué les relations entre les deux pays liés depuis 2005 par un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération, indique un communiqué du ministère. "Les discussions ont porté sur

le renforcement des relations de coopération entre les deux pays et l'intensification du dialogue politique bilatéral notamment en prévision des échéances bilatérales importantes prévus dans un futur proche", précise la même source. Les deux parties ont passé en revue les questions d'intérêt commun dans les deux rives de la Méditerranée, saluant, par la même

occasion, "la convergence de vues et de positions entre les deux pays fondées sur leur attachement aux objectifs et aux principes de la charte des Nations Unies et leur volonté mutuelle de contribuer activement aux efforts de règlement des crises et des conflits qui menacent la paix et la sécurité dans la région et dans le monde", conclut le communiqué.

Assemblée populaire nationale (APN)

Boughali insiste sur la nécessité de poursuivre l'actualisation de l'arsenal juridique

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Brahim Boughali, a mis en avant l'importance de poursuivre l'actualisation de l'arsenal juridique pour son adaptation à la Constitution. S'exprimant au terme du vote, mardi, par les membres de l'APN de trois projets de lois relatifs à la monnaie et au crédit, aux règles de la comptabilité publique et de la gestion financière, et à la prévention et au règlement des conflits collectifs de travail et à l'exercice du droit de grève, M. Boughali a souligné "l'importance de mettre à jour et d'adapter l'arsenal juridique à la nouvelle Constitution". Le président de la chambre basse du Parlement a en outre salué "l'esprit de coopération et de coordination entre les deux pouvoirs législatif et exécutif, au moment où le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, œuvre au renforcement de la protection sociale et à l'accompa-

gnement des catégories vulnérables, à travers plusieurs mesures qui sont en leur faveur". M. Boughali a par ailleurs évoqué la récupération du manuscrit historique datant de plusieurs siècles, estimant que "c'est un acquis qui s'inscrit dans le cadre de la conservation de la mémoire collective de la Nation et une preuve indéniable de l'attachement de la société algérienne à sa glorieuse histoire". La société "est consciente de la valeur des vestiges historiques et de leur rôle dans l'immunisation des générations contre les manœuvres de falsification et d'altération des vérités historiques", a-t-il souligné, ajoutant que ces vestiges sont source "de fierté d'appartenance civilisationnelle en tant que socle de l'unité nationale et de la cohésion sociale à l'heure où certaines forces malveillantes tentent de dissocier notre présent de notre passé et de rompre notre présent avec notre futur". M. Boughali a évoqué une autre

étape "qui témoigne du sentiment de fierté de notre identité et notre appartenance", en l'occurrence la journée du savoir, affirmant à ce propos: "Nous sommes au mois d'avril, mois qui célèbre le savoir et rend hommage au pionnier de la renaissance contemporaine, Cheikh Abdelhamid Ben Badis, lequel a ancré cette appartenance et l'a immortalisé dans son célèbre verbe "le peuple d'Algérie est musulman et à l'Arabité il appartient", car convaincu que le salut de la Nation réside dans le savoir. Par ailleurs, le président de l'APN a évoqué "la situation dans les territoires palestiniens marquée par les assassinats et les arrestations de nos frères palestiniens et la profanation des lieux saints au su et au vu du monde entier", appelant "les hommes libres dans le monde à faire face à la barbarie et aux crimes perpétrés par l'entité sioniste et à soutenir la juste cause de nos frères en Palestine occupée".

CONSEIL DE LA NATION :

Présentation des textes de loi relatifs à la prévention des stupéfiants et à la prévention de la traite des êtres humains

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a présenté, mardi, les textes de loi relatifs à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, et celui relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains devant les membres du Conseil de la nation. Les textes de loi ont été présentés lors d'une séance plénière présidée par le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil en présence de la ministre des relations avec le Parlement, Basma Azouar. Concernant le texte de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains, le ministre a souligné que "l'élaboration de ce projet de loi a pour objectif la lutte contre ce phénomène étranger à notre société, au

vu de ses répercussions néfastes notamment sur les femmes et les enfants", précisant que ce "crime transfrontalier appelle à la mise en place d'une législation spécifique", d'où l'importance de ce texte de loi qui tend à "permettre à notre pays de s'adapter aux engagements internationaux et à recueillir toutes les formes de ce crime dans un seul texte de loi ainsi qu'au renforcement des mécanismes d'aide et de protection des victimes". Le texte de loi souligne que l'Etat est tenu d'assurer la protection des victimes de la traite des êtres humains et de renforcer la coopération institutionnelle et internationale en matière de prévention contre ce crime, outre l'implication des Collectivités locales et des institutions publiques dans la prévention

contre ce phénomène à travers l'élaboration d'une stratégie nationale en y associant la société civile. Le texte met l'accent aussi, a-t-il dit, sur "les missions de la Commission nationale de prévention contre la traite des êtres humains créée en 2016, laquelle est chargée de l'élaboration du projet de stratégie nationale et de l'adoption de mécanismes de vigilance permettant de dévoiler à l'avance les différentes formes de ce crime". Ledit texte de loi instaure "la procédure de fuite électronique comme procédure d'investigation et d'enquête, à travers laquelle, les officiers de la police judiciaire peuvent, sur décision judiciaire, accéder aux systèmes informatiques ou tout autre système électronique visant à contrôler les suspects".

DIPLOMATIE :

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie aux Emirats Arabes Unis

Le Gouvernement émirati a donné son agrément à la nomination de M. Amor Fritah, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de l'Etat des Emirats Arabes Unis, a indiqué mercredi un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

CONSEIL DE LA NATION :

Séance plénière aujourd'hui consacrée au vote de trois textes de loi

Le Conseil de la Nation poursuivra ses travaux, jeudi, en séance plénière consacrée au vote de trois textes de loi, a indiqué, mercredi, un communiqué de la chambre haute du Parlement. Il s'agit du texte de la loi organique relative à l'information, du texte de loi relatif à la prévention et à la lutte contre la traite des êtres humains, ainsi que du texte de loi modifiant et complétant la Loi n 04-18 du 13 Dhou El Kaada 1425 correspondant au 25 décembre 2004 relative à la prévention et à la répression de l'usage et du trafic illicites de stupéfiants ou de substances psychotropes, conclut la même source.

AFFAIRE SONATRACH :

Des peines de 3 à 12 ans de prison ferme requises

Le procureur général près la Cour d'Alger a requis, mardi, des peines allant de 3 à 12 ans de prison ferme contre les accusés dans l'affaire Sonatrach, poursuivis pour des faits de corruption, dont 3 anciens présidents directeurs généraux de la compagnie. Le ministère public a requis 12 ans de prison ferme contre l'ancien ministre Ammar Ghoul et les deux anciens PDG de Sonatrach Abdelmoumen Ould Keddour et Mohamed Meziane. Une peine de 10 ans de prison ferme a été requise contre l'ancien ministre Noureddine Bouterfa, 5 ans de prison ferme contre l'ancien PDG de Sonatrach, Abdelhamid Zerguine, et des peines allant de 3 à 8 ans de prison ferme à l'encontre du reste des accusés, poursuivis pour "dilapidation de deniers publics, détournement de fonds et conclusion de marchés publics contraires à la réglementation en vigueur". Le pôle pénal économique et financier de Sidi M'hamed avait condamné en première instance les accusés à des peines allant de 20 ans de prison à l'acquiescement. Le même pôle a condamné l'ancien ministre de l'Energie et des Mines, Chekib Khelil à 20 ans de prison ferme et l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohamed Bejaoui à 5 ans de prison ferme, avec confirmation du mandat d'arrêt international émis à leur encontre.

ED-DIWAN

quotidien national d'informations
Edité par EURL société seghir
de communication
Adresse : 04, Rue belhandouse
abdulkader
tel. : 041 33 03 29

BUREAU D'ORAN :
12 BD DE L'ALN - ORAN
BUREAU D'ALGER :
Rue Larbi Ben M'Hidi
- BT 08 - 2° étage
Directrice
de la publication
FATIMA-ZOHRRA
SEGHIR

Impression : SIA
Z I el Alia
Beb Ezzouar -
Alger
DIFFUSION:
eldjazairdoc.com

Le Site :
www.fr.eddiwan.dz
Email :
contact@eddiwan.dz
Service publicité :
pubediwan@gmail.com
Tel : 0770 77 03 30
FAX : 041 33 45 43

Les textes
et les photographies envoyés
ou remis à la rédaction ne
peuvent être rendus ni faire
l'objet d'aucune réclamation.
Reproduction interdite
de tout article sauf accord
de la direction du journal.

ABDELHAK SAÏHI, MINISTRE DE LA SANTE :

« La numérisation des hôpitaux généralisée en juin prochain »

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi a affirmé, mardi à Alger, que la numérisation des services au sein des hôpitaux sera généralisée d'ici juin prochain, indiquant que le taux de numérisation notamment des urgences et des polycliniques a dépassé 75%.

Intervenant à l'ouverture des travaux d'une rencontre d'évaluation de la numérisation, tenue par visioconférence, M. Saïhi a précisé que "la numérisation des hôpitaux sera généralisée d'ici le mois de juin prochain", faisant savoir que "le taux de numérisation notamment des urgences et des polycliniques, via un système automatisé de traçabilité des soins, a dépassé 75%". La numérisation du secteur de la Santé et l'utilisation des technologies digitales dans la collecte, l'analyse et le stockage des données "ne seront possibles qu'une fois que le citoyen disposera d'un dossier médical et d'un numéro d'identité nationale de santé (INS) valable toute la vie", a souligné le ministre. Il a rappelé que son secteur avait procédé à la généralisation, par étapes, du système de numérisation au niveau des services hospitaliers, à travers la mise en place d'une base de données sécurisée pour chaque patient". Le ministre a en outre rappelé qu'un formulaire électronique des demandes, accessible à l'ensemble des établissements de santé publique, a été lancé le 3 avril dernier", expliquant que cette nouvelle méthode permettra "de rationaliser les dépenses et de répondre immédiatement aux demandes des établissements de santé". Le formulaire électronique permettra



également de "faire une économie de temps, d'efforts et de ressources financières", mais également de "contrôler les produits pharmaceutiques et d'assurer leur distribution de façon rationnelle aux différents établissements de santé", a-t-il ajouté. Le ministre a procédé au raccordement de l'ensemble des établissements de santé à la fibre optique et ce en coordination avec les services d'Algérie Télécom. Cette opération, explique M. Saïhi, permettra d'échanger les

dossiers des patients entre les établissements de santé et leur staffs médicaux, soulignant que son secteur "permettra au citoyen d'accéder, les prochaines semaines, à son dossier médical via un espace numérique outre la prise de rendez-vous à distance à travers une application mobile simple contenant toutes les spécialités disponibles". Le ministre a insisté, à cette occasion, sur "l'impératif de redoubler d'efforts en vue de parachever le processus de numérisation du sys-

tème sanitaire dans notre pays en reliant les secteurs par un réseau interne connecté au système médical électronique du malade outre le recours au système unique mis en place par le département du système informatique relevant du ministère". Le ministre a affirmé qu'il y'aura "un suivi permanent ainsi que des rencontres d'évaluation pour évaluer le niveau des établissements de santé en la matière, mettant l'accent sur l'importance de la numérisation du secteur de la santé.

Chanegriha prend part à l'ouverture de la 13e édition de l'exposition LAAD-2023 au Brésil

Le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP) a pris part, mercredi à Rio De Janeiro, à la cérémonie d'ouverture de la 13e édition de l'exposition de la Défense et de la Sécurité (LAAD-2023) à laquelle participent 340 sociétés et entreprises du secteur de l'armement représentant plus de 80 pays, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Au deuxième jour de sa visite au Brésil, Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire a pris part à la cérémonie d'ouverture de la 13e édition de l'Exposition de la Défense et de la Sécurité (LAAD-2023), qui se tient à Rio De Janeiro en République fédérative du Brésil", note le communiqué. Selon la même source, "cette exposition est le plus



grand événement du genre en Amérique latine dans le domaine de l'industrie militaire et des systèmes de défense. Plus de 80 pays et 340 sociétés et entreprises du secteur de l'armement prennent part à cette

édition". Par ailleurs, en marge de la cérémonie d'ouverture, "Monsieur le Général d'Armée, Saïd Chanegriha s'est entretenu avec le Chef d'Etat-Major Général des Forces armées du Royaume d'Arabie Saou-

dite, le Lieutenant-Général Fayad Ben Hamad Al-Ruwaili", ajoute le communiqué.

"Les deux parties ont examiné à cette occasion les voies et moyens de consolider la coopération dans les domaines militaire et sécuritaire", souligne le communiqué. Le Général d'Armée Saïd Chanegriha a également eu "plusieurs rencontres avec des responsables de sociétés indiennes prenant part à cette exposition", et "a tenu une séance de travail avec les responsables de la société brésilienne de construction aéronautique +Embraer+". Le Chef d'Etat-Major de l'ANP a, par la suite, "visité les différents pavillons de l'Exposition (LAAD-23) afin de s'enquérir des dernières évolutions technologiques en matière d'armements et d'industries militaires", conclut le communiqué.

MDN :

8 éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés en une semaine

Huit (8) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), lors d'opérations distinctes, durant la période du 5 au 11 avril, indique un bilan opérationnel rendu public mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN). "Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières nationales, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté (08) éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national", précise la même source. Par ailleurs, dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans le pays, "des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordination avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires,

(21) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction de grandes quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à (04) quintaux et (62) kilogrammes de kif traité, et saisi (101.107) comprimés psychotropes". A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar et Tindouf, "des détachements de l'ANP ont intercepté (216) individus et saisi (18) véhicules, (102) groupes électrogènes et (36) marteaux piqueurs, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite", alors que "(31) autres individus ont été arrêtés et (02) fusils de chasse, des quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à (37) tonnes et (13.6) quintaux de tabacs ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national". De même, "les Garde-frontières ont déjoué, en coordination avec les services de la

Gendarmerie nationale et des Douanes, des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants s'élevant à (16.514) litres à Souk Ahras, El-Tarf, Té-bessa, Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar", indique le communiqué. D'autre part, "les Garde-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de (159) individus à bord d'embarcations de construction artisanale, alors que (456) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national". Ces opérations, s'inscrivant dans "la dynamique des efforts soutenus de la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme", ont abouti à des "résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national", note le bilan opérationnel du MDN.

SOCIÉTÉ DE SIDÉRURGIE AQS: 320.000 t de fer et dérivés exportés durant le 1er trimestre 2023

La société de sidérurgie Algerian Qatari Steel (AQS) de Bellara, wilaya de Jijel, a exporté au cours du premier trimestre de l'année en cours 320.000 tonnes de produits ferreux contre 100.000 tonnes durant la même période de l'année précédente, a indiqué mercredi le directeur-général adjoint de la société.

Dans une déclaration à l'APS, Sofiane Chaïb Setti a précisé que la société a exporté au cours du premier trimestre 2023 une quantité "considérable" de fer et dérivés estimée à 320.000 tonnes pour l'équivalent de 200 millions dollars. "Comparativement à 2022, la société a réalisé un écart positif de 240.000 tonnes en termes de production et de 160.000 millions dollars en termes de revenus financiers", a relevé le même cadre qui a souligné que "la société qui a entamé fraîchement la production et l'exportation est parvenue grâce à ses cadres à placer le produit algérien sur les marchés internationaux".

Il a également estimé que ces opérations d'exportation rentrent dans le cadre de la politique générale des autorités supérieures du pays visant à diversifier les exportations et à réduire la dépendance aux hydrocarbures.

L'AQS de Bellara, dans la commune d'El Milia, a obtenu en février passé le certificat de conformité des produits ferreux et fils de fer auprès de l'organisme britannique d'homologation des produits sidérurgiques dans le monde ouvrant ainsi à la société de nouveaux marchés internationaux, a ajouté Sofiane Chaïb Setti.

GENDARMERIE NATIONALE : Démantèlement d'une bande spécialisée dans le trafic de drogue



La brigade territoriale de la Gendarmerie nationale de Douera a démantelé une bande spécialisée dans le trafic de drogue et de psychotropes et saisi 865 comprimés psychotropes, indique, mercredi, un communiqué du Commandement de la Gendarmerie nationale.

Cette opération a été menée en coordination avec les éléments du détachement d'intervention de la Gendarmerie nationale de Mahelma dans le cadre de la lutte contre toute forme de crime "et ce après avoir reçu des informations sûres selon lesquelles un réseau spécialisé dans le trafic de drogue activant dans le territoire de la commune de Douera, suite à quoi des investigations ont été lancées pour identifier et localiser les suspects", précise la même source.

"Après avoir mis en place un plan sécuritaire bien ficelé, il a été procédé à l'arrestation de deux individus et à la saisie de 865 comprimés psychotropes et 14 grammes de kif traité".

Les mis en cause seront présentés devant les juridictions compétentes pour possession, vente, stockage et distribution de drogue et de psychotropes, ajoute la même source.

Préparatifs et études pour l'exportation de l'énergie électrique par voie maritime vers l'Europe

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a souligné, mardi à El Bayadh, que les préparatifs et études sont en cours pour l'exportation de l'énergie électrique par voie maritime vers l'Europe.

En marge de l'inauguration de la station mobile de production de l'électricité via le gaz (20 megawatts) dans la zone agricole "Dhayat El Bagra" dans la commune de Brizina, le ministre a déclaré à la presse que "l'Algérie est devenue un pôle majeur dans la production de l'électricité, avec 25.000 mégawatts produits, ce qui en fait un des pays leaders au bassin méditerranéen dans la production d'électricité". Il a indiqué que "des préparatifs, des études et des démarches sont en cours avec des partenaires européens pour l'exportation de l'électricité vers l'Europe et faire de cette opération une réussite". "L'énergie électrique destinée à l'exportation vers l'Europe sera produite par le gaz naturel mais également par les futures centrales solaires, qui joueront un rôle important dans l'exportation d'énergie propre vers l'Europe", a-t-il dit. Dans un autre contexte, s'agissant du projet du gazoduc provenant du Nigéria, passant par le Niger et l'Algérie pour atteindre l'Europe, M. Arkab a souligné que les études concernant cette ligne est "à un stade très avancé", faisant observer que seulement 1.800 sur 4.000 kilomètres restent à réaliser de cette ligne, répartie entre les trois pays. "La concrétisation de cet important oléoduc constituera un élément majeur de la coopération entre les pays africains dans le domaine de l'énergie", a estimé le ministre de l'énergie et des mines. Par ailleurs, il a indiqué que des opérations d'exploration gazière dans les eaux territoriales algériennes du bassin méditerranéen sont en cours et



sont prises en charge par Sonatrach, dans le cadre du programme de développement du groupe, en coordination avec des partenaires étrangers. Lors de sa visite à El Bayadh, le ministre a inspecté, dans la zone agricole "Dhayat El Bagra" dans la commune de Brizina, la station mobile de production de l'électricité à travers le gaz (20 mégawatts), réalisée par Sonelgaz pour un coût global de plus de 232 millions DA. Grâce à cette station, la couverture des zones agricoles de Brizina seront assurées, notamment le périmètre agricole de la région dont la superficie totale dépasse

200.000 hectares, selon les explications recueillies sur place. Le ministre a souligné que cette station "réalisée en un temps court par des compétences algériennes, devra donner un grand service à l'extension agricole de la région, et par la même assurer son développement". Mohamed Arkab a ajouté que cet acquis constituera "une pierre angulaire" pour la réalisation d'autres stations de production d'électricité à travers des turbines et de l'énergie solaire destinée au secteur agricole dans d'autres wilayas du pays. Pour sa part, le président directeur général de Sonelgaz, Mourad Adjal, a souligné,

en marge de la visite, que le nombre total des exploitations agricoles recensées jusqu'à présent pour le raccordement au réseau d'électricité à travers le pays est estimé à 62.000 exploitations qui seront raccordées, et que ce nombre devra augmenter. Jusqu'à présent, 31.000 exploitations ont été raccordées au réseau d'électricité agricole à travers le pays et il est prévu que 48.000 exploitations seront raccordées à ce réseau avant la fin de cette année, en attendant l'achèvement avant la fin du semestre en cours du raccordement de 36 zones industrielles aux réseaux d'électricité et du gaz, a-t-il ajouté.

CÉRÉALES:
Lancement dimanche de l'opération de contrôle du programme national d'irrigation complémentaire

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural lancera, dimanche, l'opération de contrôle du programme national d'irrigation complémentaire des céréales à travers les wilayas concernées. "Dans le cadre du suivi du programme d'irrigation complémentaire des céréales saison 2022/2023, le ministère de l'Agriculture et du Développement rural procédera, à partir de dimanche, au lancement de l'opération de contrôle de ce programme à travers les wilayas concernées, sous la supervision de l'inspection générale du ministère", a précisé le communiqué. "A cet effet, des équipes seront dépêchées pour le constat et la localisation des zones ainsi que pour l'évaluation préliminaire de la production, compte tenu de l'importance de cette opération en termes de production de céréales pour les régions du nord du pays", a ajouté la même source. Cette opération a été examinée lors d'une réunion de coordination tenue, dimanche au siège du ministère, sous la présidence du ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, en présence de responsables et chefs d'entreprises ainsi que des présidents d'offices relevant du secteur, rappelle-t-on. La réunion de coordination a permis d'examiner les principaux dossiers du secteur notamment le bilan préliminaire des mesures relatives au mois sacré de Ramadhan", a conclu le communiqué.

APN:
Adoption du texte de loi portant règles de la comptabilité publique et de gestion financière

Les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) ont adopté mardi à la majorité le texte de loi portant règles de la comptabilité publique et de gestion financière. Le vote a eu lieu lors d'une séance plénière présidée par Brahim Boughali, président de l'APN, en présence du ministre des Finances, Laziz Faïd et de la ministre des Relations avec le Parlement, Mme Basma Azouar. Le texte de loi "s'inscrit dans le cadre du plan global de réforme de la finance publique et est axé sur le passage d'une comptabilité de caisse à une comptabilité d'exercice, selon un système comptable qui vise à organiser l'information financière et à la présenter d'une manière répondant aux exigences des normes comptables internationales dans le secteur public". Il vise également "à doter les gestionnaires en informations, en vue de leur exploitation comme un outil de soutien et d'amélioration de la qualité de l'opération d'élaboration des estimations et de l'évaluation continue des politiques générales, résultant de la lecture claire des comptes de l'Etat". La présente loi tend aussi à définir les responsabilités de l'ensemble des intervenants dans le cercle de dépenses et de recettes publiques, l'objectif étant d'assurer davantage de transparence à travers un suivi optimal de la mobilisation et de l'utilisation des deniers publics, y compris à travers l'utilisation des indicateurs et des normes d'efficacité. Le texte prévoit dans ses dispositions une nouvelle structure comptable contenue dans la loi organique N 15-18 relative aux lois de finances qui se divise en trois parties : la comptabilité générale, la comptabilité budgétaire et la comptabilité d'analyse des coûts.

AAPI:

Le médiateur de la République s'enquiert des mesures de prise en charge des requêtes des investisseurs



L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a tenu mardi à Alger une séance de travail avec le médiateur de la République, lors de laquelle ont été abordées les mesures prises pour accompagner les investisseurs et accélérer l'entrée de leurs projets en exploitation. Lors d'une séance de travail avec le médiateur de la République, Madjid Ammour, tenue au siège de l'agence, le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache a évoqué les conclusions des différentes rencontres organisées avec les investisseurs dans plusieurs wilayas du pays, ainsi que la coordination avec les secteurs ministériels

et les autorités locales en vue d'élaborer des plans d'investissements locaux. M.Rekkache a réaffirmé l'engagement de l'agence à prendre en charge au mieux les investisseurs et les porteurs de projets et à répondre à leurs préoccupations et leurs requêtes dans les délais impartis, et ce dans "le cadre de la transparence et du principe d'égalité de traitement". Il a également passé en revue "la nouvelle approche" fondée sur la relance du rôle de l'AAPI dans l'accompagnement de l'investisseur dans tous les cycles de vie du projet, et le suivi continu de la mise en œuvre des engagements pris par l'investis-

seur "notamment par rapport au nombre de postes d'emploi créés et à la quantité des services". "Il est attendu après ces facilitations, soutien, accompagnement et incitations fiscales et parafiscales, l'augmentation de la production et de la valeur ajoutée à l'économie et la création de plus de postes d'emploi permanents", a-t-il souligné. Pour sa part, le Médiateur de la République a indiqué que l'accompagnement des investisseurs "nécessite le renforcement de l'action commune en vue d'améliorer le climat des affaires", relevant que l'année 2022 a vu la levée d'obstacle sur plus de 900 projets ayant contribué à

la création de près de 50.000 postes d'emploi. A ce propos, M. Ammour a proposé "la mise en place d'un mécanisme commun de suivi des projets entre son organe et l'Agence", en vue de réduire les délais des doléances et garantir "un service meilleur et un bon accompagnement" à l'investisseur pour concrétiser son projet. Les deux parties ont convenu de réduire le délai de traitement des doléances des investisseurs et à créer une fenêtre sur le site web de l'Agence pour orienter les investisseurs vers le Médiateur de la République au cas où leurs doléances concernent des organes autres que l'Agence.

436 prolongations exceptionnelles octroyées

Par ailleurs, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) a enregistré du 20 octobre 2022 au 31 mars 2023 quelques 436 projets d'investissement ayant bénéficié de prorogation exceptionnelle de la décision d'octroi d'avantages durant la réalisation du projet. Ces projets devront créer 22.992 emplois permanents, selon les statistiques données lors de la rencontre. Quelques 217 projets ont bénéficié une seule (1) fois de la prolongation, 124 projets (2 fois), 42 projets (3 fois), 31 projets (4 fois), 10 projets (5 fois), 8 projet (6 fois), 3 projets (7 fois) et un seul projet (10 fois). Le portefeuille des investissements enregistrés dans le cadre des lois précédentes sur l'investissement a atteint 8392 dossiers de projets dont 5539 projets en cours de réalisation.

BLIDA : Trois programmes forestiers et ruraux au profit de la wilaya

La conservation des forêts de Blida a bénéficié récemment de trois programmes ruraux et forestiers visant à encourager les habitants des zones rurales à retourner dans leurs régions d'origine et à y exercer leurs activités agricoles, pour contribuer à leur désenclavement, a-t-on appris, dimanche, auprès de cette structure.



Dotés d'une enveloppe globale de 15 milliards de DA, ces programmes portent sur la réalisation d'opérations de désenclavement et de mise en valeur des surfaces détruites par les incendies de forêts, en plus d'actions pour faciliter les tâches des équipes d'intervention lors des incendies, a indiqué le chef du service d'extension de la ressource forestière et de mise en valeur des terres de la conservation forestière de la wilaya, Mohamed Mokadem. Le premier programme de développement rural inscrit au profit

de la wilaya (2022/2024), porte sur la plantation de 100 ha d'arbres fruitiers, et la réhabilitation de 250 ha de surfaces forestières dégradées à l'Est et à l'Ouest de la wilaya, outre l'acquisition de 526 équipements pour les ruches d'abeilles. Le 2e programme sectoriel décentralisé prévoit également la réalisation de plusieurs opérations de désenclavement et d'ouverture de 46 km de pistes forestières à travers les communes d'Ain Romana, Bouguera, Larbaâ, Souhane, Djebabra et Meftah. A cela s'ajoute l'aménagement de 12 km de

pistes dans les régions forestières des communes d'El Affroun, Ouled Slama et Bouguera, en plus de travaux forestiers au profit d'une surface de 400 ha des communes de l'Oued Djer, Chiffa, Chréa, Ouled Slama et Bouguera. Quant au 3e programme, financé sur le budget de la wilaya, il porte sur l'aménagement de 20 km de pistes forestières dans les communes de Hammam Melouane, Larbaâ, et Ouled Yaich, et l'ouverture de 14,5 km de nouvelles pistes à Souhane, Oued Djer, et Ouled Slama. "Ce programme est prévu au lancement dans les prochains jours en vue de sa réception avant le début de la campagne de lutte contre les incendies de forêt l'été prochain", a souligné le même responsable. A noter que la wilaya de Blida a bénéficié de ces programmes forestiers après le parachèvement, "en un temps record", du programme du Fonds de développement rural 2020-2024, clôturé l'été dernier avant ses délais. Ce programme a englobé la plantation de 250 ha de plants d'arbres forestiers, l'ouverture de 14 km de pistes forestières, et la réalisation de 12 points d'eau et de travaux d'amélioration foncière au profit d'une superficie de 15 ha, a indiqué M. Mokadem.

ORAN / RAMADHAN: Engouement pour les légumes frais et bio de Kristel

Les parcelles maraîchères du village de Kristel, situé à Gdyl, à 34 km d'Oran, offrent des produits agricoles frais, tout au long de l'année, dont raffolent les Oranais notamment en cette période de Ramadhan. Ces parcelles, suspendues sur des falaises donnant sur la mer, offrent une vue imprenable aux habitants des quatre coins d'Oran, qui viennent se balader et faire les emplettes en produits agricoles frais et bio, notamment les légumes qui sont vendus directement au consommateur à des prix défiant toute concurrence. Ces parcelles, connues sous le nom "des jardins de Kristel", approvisionnent le marché du village "El Ançor" en grandes quantités de produits agricoles d'une haute qualité, irrigués avec de l'eau douce. Il s'agit de produits bio, cultivés sans engrais ni pesticides, et vendus par les paysans eux-mêmes à des prix compétitifs. Chaque matin, les paysans se rendent au marché du village, situé près d'une source d'eau "Ain El Ançor", chargés de légumes, qu'ils proposent à la vente après leur nettoyage à l'eau de cette source. Les propriétaires de ces parcelles ont réussi avec le temps à créer leur propre système durable et efficace pour commercialiser leurs produits, directement aux consommateurs. "L'engouement sur nos produits nous encourage à produire encore plus", se réjouit le représentant des agriculteurs à Gdyl, Benatig Mohamed. Ces parcelles constituent une source de revenus non négligeable et pour un bon nombre de familles à Kristel. Le marché d'Ain El Ançor est le seul canal pour écouler leurs produits, indique Mimoune Miloud, un des agriculteurs de la région, qui a hérité sa parcelle de ses aïeux. "Ici, les prix sont vraiment compétitifs", dit-il, soulignant

que le prix d'un bouquet de laitue frisée pesant plus d'un kg se vend à 50 DA, alors qu'elle est cédée ailleurs à 150 DA/Kg. Le consommateur peut trouver, dans le marché d'Ain El Ançor, qui a fait partie de l'histoire de la région, tout ce qu'il faut pour préparer sa H'rira et d'autres plats sains et bio, disponibles en grandes quantités.

Une culture à la traditionnelle
Les parcelles maraîchères de Kristel, avec leurs terres fertiles et un climat idéal, sont réputées pour certains types de légumes, considérés comme "une marque de la région", à l'instar des radis, des poireaux, des navets rouges, de la laitue frisée, en hiver, et les haricots verts, en été. Ces récoltes sont cultivées sur une superficie globale estimée à 46 hectares, indique le délégué agricole à la division locale du secteur, Omar Berkou, soulignant qu'il s'agit de petits champs familiaux, cultivés de manière traditionnelle. "Les agriculteurs utilisent des équipements très basiques pour la culture de leurs champs, la récolte, le transport et la commercialisation de leurs produits", explique M. Berkou. C'est la source d'El Ançor, qui constitue une partie importante de la vie des agriculteurs du village de Kristel, qui irrigue ces superficies agricoles variant entre 300 et 1.000 m², possédés par 11 familles connues dans la région depuis des générations. Ce sont ces familles qui sont à l'origine du lancement de l'activité agricole dans la région et la mise en place d'un système d'irrigation, basé sur un rationnement équitable, qui profite à tous les agriculteurs, de jour, et de nuit si nécessaire. Le responsable du bureau irrigation à la Direction des services agricoles de la wilaya d'Oran, Moha-

med Hammadi, note que "La source d'El Ançor, dont le débit est estimé à 9 litres par seconde, suffit pour irriguer tous les champs agricoles du village". S'agissant du système d'irrigation, il explique que l'eau court dans des canaux ouverts, creusés sur la surface du terrain. Il s'agit d'un système très ancien semblable à celui des Foggara dans le Sud du pays a-t-il ajouté. Ce système d'irrigation reflète la solidarité et l'entraide entre la population de la région qui veillent sur cet héritage hydrique et sur sa pérennité, estime Bouabdellah Kissari, un septuagénaire, agriculteur depuis son enfance. Les parcelles maraîchères, harmonieusement agencées, accrochées entre monts et mer, offrent l'image de jardins suspendus qui plaît aux visiteurs, amateurs de la nature notamment. Cette zone de plus en plus populaire, a, toutefois, besoin d'un appui, surtout en ce qui concerne la disponibilité des semences, selon le représentant des agriculteurs à Gdyl, Mohamed Benatig. Dans ce cadre, la section agricole de Gdyl avait émis une proposition pour la protection des maraîchers qui représentent une richesse pour la région de Kristel. Ils doivent être intégrés au schéma directeur de l'aménagement urbain, dans le but de les protéger, préconise le responsable de cette section, Niar Fouzi, qui a insisté sur l'importance de promouvoir des lois qui les protégeront de manière définitive. Les maraîchers de Kristel détiennent un potentiel confirmé pour devenir des "fermes touristiques", susceptibles de faire partie des circuits touristiques et des visites des jeunes dans le cadre du "tourisme solidaire écologique", selon le président de l'association de jeunes pour l'échange touristique d'Oran, Rachid Herkous.

OUM EL BOUAGHI: Le restaurant "Abir Sabil", une tradition perpétuée par l'association Ness El-kheir

Occasion annuelle d'actions caritatives multiples, le Ramadhan dans la ville d'Ain Beida (26 km à l'Est d'Oum El-Bouaghi) s'accompagne de la désormais sacro-sainte tradition de l'ouverture par l'association Ness El-Kheir du restaurant "Abir Sabil" servant gracieusement depuis 2012 des repas de rupture de jeûne. L'association Ness El-Kheir qui compte plus de 40 membres actifs, s'attache à ouvrir le restaurant "Abir Sabil" qui se trouve sur la route Ain Beida-Constantine et qui est devenu dans la ville et même dans ses environs très connu pour les personnes ciblées qui viennent y rompre leur jeûne dans une ambiance conviviale et fraternelle reflétant les valeurs de solidarité du peuple algérien, explique le président de l'association, Riadh Bendada, rencontré par l'APS. L'attachement de l'association à servir des ftours aux jeûneurs qu'ils soient des voyageurs passant la ville, des démunis ou des pauvres lui a ainsi permis de gagner la confiance des citoyens et des enfants de la ville d'Ain Beida qui n'hésitent point à soutenir ses diverses actions caritatives, selon M. Bendada. L'association des marchands de légumes de la ville, souligne-t-il, fournit ainsi à Ness El-Kheir tous les légumes dont a besoin le restaurant. Les bouchers assurent, eux, les quantités requises de viande, sans omettre les aides financières des mécènes et des contributions de bénévoles qui mobilisent leurs véhicules pour l'acheminement de tout ce dont a besoin le restaurant "Abir Sabil". La préparation des repas est prise en charge depuis cinq ans et durant tout le mois sacré par le chef Laz-

har, assisté par Mme Nadia et des bénévoles de l'association Ness El-Kheir dont les membres se répartissent en plusieurs groupes qui organisent les tables, servent les plats et se répartissent le long de la route mitoyenne pour diriger à l'approche de ftour les voyageurs, les automobilistes seuls ou en familles ainsi que les démunis vers le restaurant, selon le président de l'association. L'action de Ness El-Kheir ne se limite pas au seul mois de Ramadhan mais s'étale sur toute l'année, assurent plusieurs habitants d'Ain Beida qui saluent le dynamisme solidaire de cette association. A ce titre, Raouf, enseignant de français, met l'accent sur les activités intenses de cette association qui traduisent effectivement les valeurs de solidarité envers les démunis et les malades. Il cite ainsi sa récente initiative ayant porté durant l'hiver passé sur la distribution d'aides alimentaires, de couvertures et de matelas aux habitants nécessiteux de la cité Bouakez de la ville d'Ain Beida. D'autres habitants ont également cité des initiatives similaires de l'association dont celles de "vêtements de l'Aïd", "trousseaux scolaires", "mouton de l'Aïd" et les actions régulières de solidarité avec les centres des personnes aux besoins spécifiques et le foyer des personnes âgées. L'association Ness El-Kheir, affirment ses membres, veut en outre donner à la solidarité avec les démunis une dimension à impact plus permanent en œuvrant à transformer les ménages nécessiteux en ménages productifs par leur dotation en machines à coudre ou en appareils de fabrication de gâteaux, de sorte à leur assurer des revenus constants.

ORAN: Lâcher d'un faucon crécerelle rare et protégé



L'association d'ornithologie et de protection de l'environnement et de la faune "ChafiaAllah" d'Oran a procédé au lâcher d'un faucon crécerelle, un des oiseaux rapaces rares et protégés dans la forêt "Djebel K'har" (ex-Montagne des lions) de Gdyl (Est de la wilaya), a-t-on appris mardi auprès du président de l'Association. Ce faucon, une femelle, a été lâché dimanche dernier dans la forêt, en coordination avec le département de Gdyl de la subdivision d'Arzew relevant de la Conservation des forêts. Ce petit rapace de la famille des Falconidae

est protégé conformément au décret exécutif 12/235 qui définit la liste des espèces animales non domestiquées et protégées, a indiqué à l'APS Maamar ChafiaAllah. Cette opération est intervenue après que l'association, membre du comité de wilaya de lutte contre le braconnage des espèces protégées, ait pu récupérer le faucon crécerelle, retrouvé par un vendeur du marché hebdomadaire aux oiseaux du quartier "El Hamri" à Oran, selon la même source. Ce oiseau rapace a été victime de braconnage, a souligné Maamar ChafiaAllah.

La Rédaction Recrute...

Le quotidien national d'information culturelle « ED Diwan » recrute un journaliste confirmé (En Langue Française) pour participer au renforcement de sa rédaction.

*Profil souhaité :

- Bonne expression écrite et orale, bonne capacité d'analyse, et maîtrise de la langue Française.
 - Bosseur et dynamique et extrêmement disponible.
- Pour tout contact veuillez vous rapprocher de la rédaction du journal en envoyant votre CV complet à l'adresse électronique suivante :
- eddiwan.arabe@gmail.com
infofilo63@gmail.com

4 façons douces de soigner un bouton de fièvre

Fatigue, stress... revoilà le "bouton de fièvre" ! Zoom sur les solutions douces pour soigner l'herpès labial dès les premiers picotements. Infusion, huiles essentielles, homéopathie, cataplasme : de nombreuses solutions existent pour soigner l'herpès labial.

Maryline Hourlier, diplômée de la faculté de médecine en aromathérapie et phytothérapie, Thierry Morfin, naturopathe à Paris et Gérard Mandine, médecin homéopathe à Pornic, vous les dévoilent.

Un cataplasme d'argile

Pourquoi ça marche : riche en minéraux et oligo-éléments, l'argile possède des vertus intéressantes pour soulager pour le bouton de fièvre : antibactérien, antiseptique, cicatrisant, nettoyant.

Comment l'applique-t-on ?

Pour le cataplasme, mélangez quelques cuillères d'argile verte à de l'eau tiède afin d'obtenir une pâte consistante.

Étalez sur l'endroit à traiter et recouvrez d'un mouchoir en papier. Renouvelez l'opération toutes les deux heures jusqu'à l'amélioration. Une fois le cataplasme enlevé, passez une crème à la propolis sur la zone couverte pour accélérer la désinfection et la cicatrisation.

Une infusion d'échinacée

Pourquoi ça marche : cette plante stimule les défenses immunitaires lors



d'agressions virales. Elle apporte en plus une action cicatrisante.

Comment procède-t-on ?

Mettre à infuser 1 cuillère à café de morceaux de racine, tiges et fleurs séchées dans 1 tasse d'eau bouillante pendant 10 minutes. Filtrer.

Boire 1 tasse trois fois par jour le temps de la crise.

On peut aussi l'utiliser en extraction de plantes standardisées (EPS) : 1

cuillère à café à diluer dans un verre d'eau matin, midi et soir pendant 3 semaines. L'EPS s'achète en pharmacie.

Quelles précautions d'emploi ?

Un traitement prolongé peut induire une immunodépression. La plante stimule la production d'anticorps, elle est déconseillée aux personnes souffrant de maladies auto-immunes (lupus, sclérose en plaques, polyar-

thrite rhumatoïde...) ou suivant un traitement par des médicaments qui diminuent les défenses immunitaires.

L'huile essentielle d'arbre à thé
Pourquoi ça marche : l'huile essentielle (HE) d'arbre à thé (ou tea tree) exerce une action antibactérienne et antivirale. Tonique, elle aide aussi à lutter contre la fatigue et sur le plan psychique, elle est équilibrante.

Comment la prend-on ?

Dès les premiers picotements, posez sur la zone 1 goutte pure 6 à 8 fois dans la journée. Si vous avez la peau fragile, mélangez-la à une crème labiale ou diluez dans 2 gouttes d'huile végétale d'amande douce ou de calophylle. Attention : nous ne pouvons pas tous utiliser les huiles essentielles.

Les solutions homéo

Dès l'apparition du bouton, prenez une dose de Vaccinotoxinum 15 CH 3 fois dans la journée associée à 5 granules de Rhus toxicodendron 9 CH, jusqu'à la guérison. Si vous ressentez des picotements améliorés par le froid, ajoutez Apis mellifica, 15 CH, 5 granules toutes

les 15 minutes. S'il existe des croûtes, Mezereum 9 CH, 5 granules matin et soir jusqu'à leurs disparitions. En cas de grosses vésicules bulleuses, Cantharis 9 CH, 5 granules toutes les 15 minutes. Si les poussées se répètent souvent, en traitement préventif, prenez 1 dose de Vaccinotoxinum 15 CH par semaine pendant 6 à 18 mois.

3 gestes en plus

Ne vous exposez pas au soleil et protégez vos lèvres avec un stick solaire le temps de la poussée soit 6 à 10 jours. Lavez vous les mains plus souvent. Enveloppez un glaçon dans un linge propre et appliquez sur la zone sensible, gardez le plus longtemps possible. Le glaçon non seulement rafraîchit mais calme la douleur. Le froid est anti-inflammatoire, il anesthésie les démangeaisons et bloque la multiplication du virus. Posez une noix de miel 4 fois par jour pendant une quinzaine de minutes sur le bouton. Vous profiterez ainsi de ses nombreuses propriétés antiseptiques, cicatrisantes, émollientes, adoucissantes et régénérantes.

MAL DE DOS : Les 10 causes les plus fréquentes

Le mal de dos touchera 8 personnes sur 10 au cours de leur vie. Mais ce n'est pas une fatalité. Si certaines causes sont organiques et difficiles à prévoir, il suffit parfois de modifier quelques habitudes pour éviter les douleurs autour de la colonne vertébrale. "Le mal de dos, comme on dit couramment, on l'a tous expérimenté. Subitement, il nous plie en deux, nous fait crispier les muscles le long de la colonne vertébrale, entre les deux omoplates ou plus bas, semblant bloquer les reins, et la douleur lance parfois jusque dans la cuisse. Il y a peu de chances que l'on y échappe : plus de 4 personnes sur 5, des deux sexes et de tout âge, en souffriront un jour au cours de leur vie, prévient l'Assurance maladie. Médicalement parlant, le mal de dos n'est pas une maladie mais un symptôme. D'où la nécessité de consulter, et en priorité un médecin. Toute douleur étant un signal d'alarme, il peut ainsi être le signe secondaire d'une pathologie plus grave. Dans 97 % des cas, heureusement, la lombalgie, la sciatique ou la cervicalgie ont pour cause une mauvaise position, un port de charges trop lourdes, la pratique d'un sport inadapté ou, encore plus fréquemment, la sédentarité. L'hyper sédentarité du mode de vie moderne est en effet une pièce du puzzle qui contribue à la progression galopante du mal de dos : la lombalgie est aujourd'hui la première cause d'inaptitude professionnelle avant 45 ans et la troisième cause d'invalidité. Si la sédentarité est en partie responsable, c'est donc dans le mouvement et l'activité physique que se trouve la solution : Le traitement, c'est le mouvement !, selon le slogan de l'Assurance maladie. Retour, dans

ce diaporama, sur les principales causes du mal de dos. 1/10 - La sédentarité. Beaucoup de personnes travaillent assises toute la journée, rentrent du travail en voiture et... se posent devant la télévision. Or le corps a besoin de bouger pour fonctionner correctement, il n'est pas conçu pour rester assis des heures durant. Si votre métier vous y oblige, pensez à faire des pauses toutes les heures pour aller marcher quelques minutes. Marcher ou pédaler pour aller travailler sont aussi de bons moyens de s'activer sans en avoir l'air.

2/10 - Une mauvaise position assise. Non seulement nous passons de plus en plus de temps assis, mais en plus, nous ne sommes pas forcément dans une position adaptée. Devant un ordinateur, pliez vos bras à 90° de manière à les faire reposer sur le bureau. Positionnez votre écran à 70 cm environ de vous, légèrement plus bas que la hauteur de vos yeux. Attention aux canapés et aux positions farfelues qui peuvent reposer un temps mais mettent votre dos à rude épreuve. Découvrez les 6 postures à adopter au quotidien

3/10 - Le stress. Il est rarement à l'origine même du mal de dos, mais il peut très vite l'augmenter. Les personnes stressées ou anxieuses ont tendance à se tendre, et cela se ressent sur les muscles, davantage sollicités. Le dos accumule les tensions et les émotions négatives, avec des douleurs à la clé. La relaxation, associée à la recherche de la cause du mal de dos, peut améliorer les symptômes. Découvrez la pleine conscience pour soulager le mal de dos

4/10 - Une surcharge pondérale. C'est mathématique : plus de poids égale plus de charge pour votre dos, en

permanence. Plus de kilos à soutenir, plus d'efforts pour rester dans la bonne position, et donc davantage tendance à rester assis. Le trio diabolique pour votre dos. Le surpoids et l'obésité peuvent vite le malmener. Gardez un œil sur votre ligne : votre colonne vertébrale vous remerciera.

5/10 - Les chutes et traumatismes. Qu'ils aient lieu dans l'enfance ou à l'âge adulte, les traumatismes peuvent laisser des traces sur la santé de votre dos. Chutes, blessures ou mouvements inadéquats, la colonne vertébrale peut garder des séquelles. Le plus souvent, votre corps pourra compenser quelques années en s'adaptant à un autre schéma corporel, mais il vous le fera souvent sentir bien plus tard, lorsque les compensations deviendront trop lourdes.

6/10 - Le port de charges trop lourdes. C'est le cas typique du lumbago : un mouvement brusque, un sac de courses trop lourd, et vous voilà coincé pour quelques jours. Dans certains cas, la douleur ne vous empêche pas de bouger, on parle alors plus volontiers de lombalgie. Qu'elle soit due à un faux mouvement ou à la répétition de petits mouvements inadaptés, elle passe généralement en dix à quinze jours. Pensez à vous protéger en gagnant les abdominaux lorsque vous soulevez une charge lourde. Mieux vaut également plier les jambes que courber le dos. Découvrez ici les bons réflexes contre le mal de dos

7/10 - Une mauvaise literie. Nous passons un tiers de notre vie au lit, une bonne raison pour bien la choisir. Si elle est trop vieille ou ne correspond pas à votre morphologie, votre literie peut vous mener la vie dure, avec des douleurs pendant la nuit

ou au réveil. Elle peut aussi aggraver un mal de dos déjà présent. Pensez à changer de matelas tous les dix ans. Si vous dormez à deux, optez pour un sommier en deux parties, voire pour deux matelas séparés. Découvrez Couette, matelas, oreiller : comment les choisir ?

8/10 - Les sports à contraintes. Le sport est généralement bon pour le dos car il renforce les muscles et entretient la mobilité. Mais pratiqué à haute dose, il peut être traumatisant. La course à pied par exemple, induit des chocs importants pour la colonne et les articulations. Certains sports sollicitent également le dos de manière intensive : l'équitation, la gymnastique. Enfin, les sports de combats ou le rugby peuvent entraîner des traumatismes dus aux nombreuses chutes.

9/10 - Avoir un mauvais appui sur les pieds. Les pieds supportent le poids de tout le corps. S'il est mal réparti, par exemple plus d'un côté que de l'autre, c'est le dos qui souffre. La colonne vertébrale va en effet compenser un mauvais appui en modifiant légèrement la position. A la longue, cette compensation peut entraîner des douleurs. Pour y remédier, un posturologue peut être d'une grande aide en réadaptant votre position. Découvrez Les postures pour un dos solide

10/10 - La grossesse. Elle est particulièrement propice à l'apparition de maux de dos. Plusieurs explications à cela. Les hormones ont tendance à assouplir les articulations, qui tiennent alors moins le bassin. Le volume du ventre change aussi la posture, ce qui peut solliciter des muscles différemment et les étirer. Enfin, la prise de poids joue bien évidemment sur le dos qui est mis à rude épreuve.

CORONAVIRUS :

4 nouveaux cas et aucun décès ces dernières 24h

Quatre (4) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) ont été enregistrés et aucun décès n'a été déploré, alors que 4 guérisons ont été recensées ces dernières 24 heures en Algérie, indique mardi le mi-

nistère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 271.617 cas, celui des décès se stabilise à 6.881 cas, alors que le nombre total des patients guéris passe à 182.902 cas.

Mal au dos ?

Forcez-vous à bouger



En cas de mal de dos, "le bon traitement c'est le mouvement" affirme la Caisse primaire d'assurance maladie lance une campagne de sensibilisation sur la lombalgie. Pour la branche accidents du travail/maladies professionnelles de l'Assurance maladie, les lombalgies représentent un milliard d'euros par an (dont 580 millions d'euros pour les arrêts de travail) soit l'équivalent du coût de l'ensemble des autres troubles musculo-squelettiques (tendinites, cervicalgies...). c'est pourquoi la CPAM lance une campagne de prévention pour inciter les patients qui souffrent de mal de dos à bouger. Lorsqu'on souffre de lombalgie, le premier geste (après la prise de médicaments antidouleurs) est de stopper tout mouvement pour faire passer la douleur. Or, selon les médecins le

fait de ne plus bouger entraîne une perte de musculature, ainsi qu'une perte de souplesse. Petit à petit, la douleur va paradoxalement augmenter et les capacités fonctionnelles vont diminuer. "Pour le mal de dos, le bon traitement, c'est le mouvement" affirme cette campagne de prévention qui incite les patients à demander à leur médecin généraliste quel est le sport qui leur conviendrait le mieux. Il n'existe pas de gymnastique spécifique contre le mal de dos. Tous les mouvements de la vie quotidienne, sans forcer, peuvent être pratiqués et sont bénéfiques. "Bouger marcher, reprendre les gestes usuels de la vie courante est utile pour lutter contre la lombalgie. Et tous les gestes comptent, à commencer par ceux de la vie quotidienne" insiste la Caisse primaire.

Le delirium postopératoire est associé à un déclin cognitif accéléré

Une équipe américaine a évalué pendant six ans les performances cognitives de patients de plus de 70 ans, suite à une intervention chirurgicale. Troubles de la conscience et du comportement, confusion, voire idées délirantes, hallucinations...

Le delirium postopératoire (POD) est une complication fréquente dans les jours qui suivent une intervention chirurgicale, en particulier chez les personnes âgées. Mais cet état passager, souvent inquiétant pour les proches, pourrait avoir des conséquences à plus long terme au niveau cérébral. Une étude américaine, publiée le 20 mars dans la revue JAMA Internal Medicine, montre ainsi que la survenue d'un delirium postopératoire est associée à une accélération de 40 % du déclin cognitif dans les six ans qui suivent. « S'agissant d'une étude observationnelle, nous ne pouvons pas savoir si c'est le delirium postopératoire qui entraîne un déclin cognitif ou si les patients souffrant d'une atteinte cérébrale préexistante sont plus susceptibles de développer cette complication », concluent, prudents, Zachary Kunicki (université Brown, Providence, Rhode Island), premier auteur de l'article, et ses collègues.

Les chercheurs ont inclus 560 patients (dont 58 % de femmes), participant à une cohorte de sujets âgés de plus de 70 ans suivis après une intervention chirurgicale. Avant l'opération et régulièrement après, ces volontaires ont été soumis à une évaluation cognitive complète par une batterie de onze tests neuropsychologiques. Parmi eux, 134 (soit 24 %) ont présenté un delirium postopératoire. Dans ce groupe, l'âge moyen est légèrement plus élevé que dans celui des patients qui n'ont pas subi cette complication, et leurs scores cognitifs de départ sont un peu inférieurs. Mais c'est surtout au fil du temps que l'écart se creuse, avec six ans de recul : la pente de déclin cognitif est beaucoup plus raide dans le groupe qui a eu un delirium postopératoire que dans l'autre, « de l'ordre de celle observée chez les personnes



qui ont eu un diagnostic de maladie d'Alzheimer dans les cinq ans », soulignent les auteurs. Les chercheurs ont inclus 560 patients (dont 58 % de femmes), participant à une cohorte de sujets âgés de plus de 70 ans suivis après une intervention chirurgicale. Avant l'opération et régulièrement après, ces volontaires ont été soumis à une évaluation cognitive complète par une batterie de onze tests neuropsychologiques. Parmi eux, 134 (soit 24 %) ont présenté un delirium postopératoire. Dans ce groupe, l'âge moyen est légèrement plus élevé que dans celui des patients qui n'ont pas subi cette complication, et leurs scores cognitifs de départ sont un peu inférieurs.

Mais c'est surtout au fil du temps que l'écart se creuse, avec six ans de recul : la pente de déclin cognitif est beaucoup plus raide dans le groupe qui a eu un delirium postopératoire que dans l'autre, « de l'ordre de celle observée chez les personnes qui ont eu un diagnostic de maladie d'Alzheimer dans les cinq ans », soulignent les auteurs.

« Un facteur indépendant de morbi-mortalité »

Après ajustement des paramètres, ils considèrent que le déclin cognitif est accéléré de 40 % après POD, par rapport au vieillissement normal. D'autres études seront nécessaires pour savoir si l'association est causale ou si le delirium est surtout un

marqueur de susceptibilité. En attendant, ces résultats plaident pour la prévention de cette complication chez les sujets âgés devant subir une intervention chirurgicale. Dans sa dernière mise à jour sur le sujet, datée de novembre 2019, la Société française d'anesthésie et de réanimation liste les mesures de prévention et de prise en charge du POD. Selon la société savante, cette complication est « un facteur indépendant de morbi-mortalité, d'une durée d'hospitalisation prolongée et de troubles cognitifs et/ou fonctionnels à long terme, eux-mêmes à l'origine d'une dépendance et de coûts sociaux et financiers importants ».

COVID-19 :

Pékin menace de « contre-mesures » en réaction aux tests imposés par différents pays

Plusieurs pays, dont la France, ont décidé de rendre obligatoire aux voyageurs venant de Chine la présentation d'un test négatif au Covid-19. Pékin a condamné mardi l'imposition de tests Covid-19 par une douzaine de pays aux voyageurs en provenance de Chine, prévenant qu'il pourrait prendre des « contre-mesures » en représailles. « Certains pays ont mis en place des restric-

tions à l'entrée visant uniquement les voyageurs chinois. Cela est dénué de base scientifique et certaines pratiques sont inacceptables », a déclaré une porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Mao Ning, ajoutant que la Chine pourrait « prendre des contre-mesures, selon le principe de réciprocité ». La Chine maintient ses frontières largement fermées aux ressortissants

étrangers depuis 2020. Le pays ne délivre plus de visas touristiques depuis bientôt trois ans et impose une quarantaine obligatoire à l'arrivée. Cette mesure d'isolement sera levée le 8 janvier mais un test de dépistage de moins de 48 heures restera exigé avant d'arriver sur le territoire chinois. Cette décision coïncide avec la reprise attendue et progressive de voyages à l'étranger par les Chinois

après trois ans de frustration. Au nom du principe de précaution, une douzaine de pays ont décidé d'imposer des tests PCR aux voyageurs en provenance de Chine, touchée par une déferlante de cas de Covid-19. Le Maroc a interdit purement et simplement l'entrée sur son territoire à tous les voyageurs en provenance de Chine, « quelle que soit leur nationalité ».

SIDACTION 2023 :

« Elus et autorités de santé, appelons au dépistage de masse pour mettre fin au sida d'ici à 2030 »

Comme il a su le faire pour le Covid-19, l'Etat doit inciter le plus grand nombre à connaître son statut sérologique afin d'arrêter la transmission du VIH/sida affirme, dans une tribune au « Monde », le président d'Elus locaux contre le sida Jean-Luc Romero-Michel. Alors que les dépistages ont fortement baissé durant le Covid-19 et qu'ils n'ont toujours pas retrouvé leur niveau d'avant 2020, nous devons absolument nous mobiliser de nouveau si nous voulons mettre fin au sida d'ici à 2030.

Le Sidaction [dont la prochaine édition se déroule les 24, 25 et 26 mars], par sa collecte de dons des-

tinée à la recherche contre un vaccin, à l'amélioration des traitements ainsi qu'à l'aide aux associations de lutte contre le sida en France et à l'étranger, est un rendez-vous annuel essentiel. Mais c'est aussi l'occasion de parler du sida.

Car, rappelons-le, le VIH est un virus qui se combat autant par la médecine que par la prévention et donc par la parole et la communication, d'où l'importance cruciale que nos élus, relais essentiels de la parole dans nos démocraties, parlent du sida.

Des moyens rapides et efficaces
Le message que nous, élus, devons

répéter est clair : si 95 % des personnes séropositives connaissent leur statut sérologique et que nous leur offrons un traitement, nous arrêterons la transmission du sida. En clair, nous avons les moyens, en France, de mettre fin au sida et cela avant même 2030, échéance que s'est fixée l'Onusida. Si l'objectif paraît simple, les moyens mis en œuvre pour y parvenir ne sont pas au rendez-vous.

La prévention et la communication de la part des autorités de santé ne sont pas au rendez-vous. Pourtant, l'Etat a montré, pendant la crise due au Covid-19, sa capacité à agir. Les Français ont

prouvé, quant à eux, en se faisant dépister contre le Covid à maintes reprises, parfois jusqu'à plusieurs fois par semaine, qu'ils pouvaient faire preuve de civisme et d'esprit collectif.

Nous avons aujourd'hui des moyens rapides et efficaces de tester massivement la population contre le virus du VIH.

Pourquoi ne les utiliserions-nous pas ? Pourquoi laissons-nous, chaque jour, des personnes en France se transmettre le virus ? Pourquoi nos autorités de santé ne font-elles pas preuve de cette volonté politique nécessaire ?

En Espagne, les facs privées de kiné et dentaire prises d'assaut par les étudiants français



Face à la difficulté d'intégrer les formations médicales ou paramédicales qu'ils souhaitent, des milliers d'étudiants français ont fait le choix de suivre des études de santé dans une université privée espagnole. « Venir étudier ici a été la meilleure décision que je pouvais prendre : les gens sont sympas, je parle une autre langue, et surtout je fais les études que je veux », explique, convaincue, Valentine Llobel, Avignonnaise de 19 ans, devant la bibliothèque publique de Villanueva de la Cañada. Cette ville bourgeoise de 20 000 habitants, entourée de vastes champs, située à 30 kilomètres de Madrid, accueille les campus de deux universités privées : la petite et familiale université Camilo José Cela (UCJC), située à une dizaine de kilomètres du centre-ville, dans le lotissement de Villafranca del Castillo, et l'université Alfonso X el Sabio (UAX), mastodonte qui s'étend sur 100 hectares à l'entrée de Villanueva. Plus faciles d'accès qu'en France, les études de santé y sont prises d'assaut chaque année par des hordes de jeunes Français, comme Valentine Llobel. Venue réviser en vue des partiels de janvier, cette étudiante, en première année de kinésithérapie (fisioterapia) à l'UCJC, ne cache néanmoins pas son stress face à la difficulté des cours et à son espagnol trébuchant. Un peu plus loin, deux Toulousains bûchent aussi leurs cours, mais d'odontologie. « On a le sentiment d'être des privilégiés par rapport à plein de copains qui ont dû se réorienter », reconnaît Thomas Grima, 21 ans, étudiant en dentaire à l'UAX. Les frais universitaires, eux, dépassent 17 000 euros par an. « Mais on paie la chance de pouvoir continuer nos études, on ne paie pas notre diplôme, tient à préciser son camarade Thibault Perrichet, 19 ans. Les cours sont au moins aussi difficiles qu'en France, et ils sont en espagnol. » Selon les derniers chiffres du ministère espagnol des universités, lors de l'année scolaire 2021-2022, ce sont 11 400 étudiants français qui se sont inscrits dans des universités espagnoles, hors programme Erasmus et master. Un chiffre qui ne cesse d'augmenter. Près de 8 800 d'entre eux l'ont fait dans des facultés privées, où ils sont de loin la communauté étrangère la plus représentée, alors qu'ils n'étaient « que » 6 900 à la rentrée 2018, soit une augmentation de 27 % en trois ans.

Plus faciles d'accès

Sélectionnés sur dossier, test d'espagnol assez sommaire et entretien de motivation, ils s'offrent une seconde chance de réaliser les études de leurs rêves pour un prix pouvant varier entre 9 000 et 14 000 euros par an en kiné et jusqu'à 20 000 euros l'année en dentaire. Avant cela, ils ont souvent préparé, sans succès, les « concours » de médecine, durant une année douloureuse et ultrasélective de Parcours accès spécifique santé (Pass).

Renforcer les valeurs de citoyenneté, de civisme et de solidarité au sein de la jeunesse

Le président du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ), Mustapha Hidaoui, a appelé samedi-soir, à Bordj-Bou-Argeridj, à renforcer les valeurs de citoyenneté, de civisme et de solidarité sociale au sein de la jeunesse. Hidaoui, accompagné des membres du Conseil supérieur de la jeunesse (CSJ) et d'acteurs du mouvement associatif local, a pris part à un repas de F'tour organisé par l'association "Nour" de la sécurité routière, au profit des usagers de la route, à l'aire de repos d'Ain Zada, il a souligné que le haut conseil de la jeunesse encourage l'enracinement d'une telle tradition pendant le mois de Ramadhan. Le



président du CSJ a salué l'ouverture des restaurants "Rahma" pendant le mois sacré de Ramadhan, ainsi que leur encadrement par des jeunes. Au cours de sa visite dans plusieurs restaurants "Rahma" du Ramadhan, dans les communes de Bordj-Bou-Argeridj, Medjana et El Yachir, M. Hidaoui a déclaré: "nous sommes fiers des initiatives de la jeunesse algérienne, animée par des valeurs de solidarité qui se confirment à chaque mois de Ramadhan, comme en témoigne ce qu'apportent les jeunes aux passagers de la route, aux personnes déshéritées, ainsi qu'aux personnes loin de leurs familles durant le mois de jeûne."

RAMADHAN À BOUMERDES: Les sports récréatifs très en vogue en dépit du jeûne

Les sports récréatifs, notamment le jogging et le football en salle, attirent de nombreux adeptes en ce mois de Ramadhan à Boumerdes, en dépit du jeûne, a constaté l'APS. Depuis le début du mois sacré, de nombreux citoyens de la wilaya, toutes catégories d'âge confondues, meublent leurs temps en s'adonnant à leur hobby préféré, le jogging, pratiqué en groupe ou en solo, sur le front de mer, au stade olympique de la ville de Boumerdes, et d'autres espaces non équipés de nombre de communes de la wilaya. D'autres pratiquent le football en salle, au niveau des stades de proximité disséminés à travers les quartiers de la ville, à la faveur de l'organisation de tournois ou matchs inter-quartiers, dont l'encadrement est assuré par la Direction de la jeunesse et des sports, des Clubs et des associations de quartiers. Chaque jour, aux environs de 17h00, ces athlètes "amateurs" pratiquent leur hobby jusqu'à quelques minutes avant l'heure de l'appel à la prière du Maghrib, heure de la rupture du jeûne, tandis que d'autres préfèrent pratiquer leurs sports favoris après les prières surrogatoires. Fondé en 1996 et rouvert récemment suite à des travaux de réhabilitation, le complexe olympique "Djilali Bounaâma" de la ville de Boumerdes est devenu ainsi le point de convergence de nombreux jeûneurs adeptes des sports récréatifs, en raison des nombreuses installations dont il dispose, notamment quatre stades de proximité, une surface d'entraînement en gazon synthétique et une piste d'athlétisme avec 10 couloirs. A cela s'ajoute la disponibilité de l'éclairage permettant la pratique du sport en période de nuit.

Les dernières heures du jeûne privilégiées pour la pratique sportive

Depuis le début du mois sacré, un grand nombre de sportifs affluent quotidiennement vers ce complexe sportif surplombant le front de mer de Boumerdes, dès 17H00. Ils y passent leur temps jusqu'à quelques minutes avant l'appel à la prière du Maghrib. Les salles de sport de la wilaya ne sont pas en reste en ce mois de Ramadhan, puisqu'elles accueillent régulièrement des rencontres et des tournois inter-quartiers qui attirent de grandes foules. Interrogés par l'APS, des adeptes de ces sports récréatifs, à l'instar de Hamoud et Moussa, ont estimé que "la pratique de sports comme le jogging et la marche, est une manière d'occuper utilement son temps libre durant le mois de Ramadhan, tout en maintenant sa forme physique et sportive". D'autres sportifs rencontrés au stade olympique de Boumerdes ont mis en relief leur "amour de la pratique sportive, tout au long de l'année, dont le mois de Ramadhan", assurant leur attachement à ne rater aucune séance de leurs entraînements "qu'ils attendent quotidiennement avec "impatience". "C'est, également, une bonne opportunité pour rencontrer les amis", ont-ils ajouté. A noter, néanmoins, l'absence quasi-totale de l'élément féminin dans la pratique du sport en ce mois sacré, contrairement aux autres mois de l'année, durant lesquels elles sont présentes en force dans les espaces de pratique de différentes disciplines sportives. La raison étant "l'occupation de la majorité des femmes à préparer le repas de l'Iftar pour les jeûneurs", selon nombre de sportifs amateurs.

La finale de 12ème édition du concours "Tadj El Coran" prévue le 18 avril



La finale de la 12ème édition du grand concours pour la récitation du Saint Coran "Tadj El Coran", à l'occasion du mois sacré du Ramadhan, est prévue le 18 de ce mois, indique, dimanche dans un communiqué, l'opérateur public de téléphonie mobile, Mobilis, sponsor officiel du concours. Les candidats sélectionnés ont entamé le 31 mars dernier, "la première phase des primes, pour se poursuivre lors de chaque vendredi de ce mois de Ramadhan, afin de mettre en valeur leurs capacités vocales de récitation du Saint Coran", dans le but de "disputer la grande finale qui aura lieu dans la soirée du mardi 18 de ce mois", précise la même source. L'épreuve des castings, qui a connu la participation d'une centaine de prétendants, s'est achevée par la sélection de "vingt-quatre (24) candidats, douze (12) pour la catégorie féminine et douze (12) pour la catégorie masculine". "Devenue une noble tradition de récitation du Saint Coran, cette compétition organisée et réalisée par la chaîne Coranique de la Télévision Algérienne, connaîtra la participation des meilleurs candidats venus des différentes régions du pays", note le communiqué. Par ailleurs, l'opérateur public rappelle que ATM Mobilis est une entreprise citoyenne, œuvre à "soutenir les initiatives qui visent à former une génération imbibée des préceptes coraniques et de culture islamique".

LAGHOUAT: Des récitantess du saint Coran distinguées par la zaouïa Tidjania

Une centaine d'apprenantes du saint Coran ont été distinguées par la zaouïa Tidjania d'Ain Madhi (Laghouat), lors d'une cérémonie organisée samedi soir sous l'égide du Calife général de la Tariqa (confrérie) Tidjania, cheikh Sid Ali Belarabi, en présence des autorités locales. Cette cérémonie qui a eu lieu à la mosquée "Sidi Abdeldjebbar Tidjani" à Ain Madhi (70 km Nord-ouest de Laghouat), en présence de l'Emir de Kano (Nigeria), Hadji Aminu Ado Bayero, de nombreux invités et de fidèles (Mourid)

de la Tidjania. La cérémonie a donné lieu à la récitation par les apprenantes de parties du saint Coran et à des interventions de leurs enseignantes, au groupement culturel "Sidi Abdeldjebbar Tidjani". S'exprimant à l'occasion, le calife général de la confrérie Tidjania s'est félicité des efforts consentis en matière d'enseignement coranique qui s'inscrivent au titre des engagements de la zaouïa Tidjania qui, a-t-il indiqué, constituent une "extension de sa mission initiale de propagation de l'Islam en Afrique en général".

Cheikh Sid Ali Belarabi a, à cette occasion, insisté sur l'attachement aux valeurs de tolérance et de paix qui sont, a-t-il souligné, "devenues la devise de l'Algérie nouvelle". Mettant en valeur les activités multiformes de la zaouïa Tidjania, le wali de Laghouat, Fodil Dhoui, a affirmé, de son côté, que les "hautes instances du pays accordent une grande importance aux zaouïas qui confirment, à chaque fois, qu'elles sont de fortes citadelles au service de la patrie et la promotion de son image à l'intérieur et l'extérieur".

BLIDA: Le mouvement associatif s'implique dans les actions de solidarité

Depuis le début du mois de Ramadhan, associations et établissements caritatifs de la wilaya de Blida se sont lancés dans une véritable compétition, dont l'enjeu n'est autre que le soutien des efforts de l'Etat visant la prise en charge des catégories nécessiteuses de la population, mais aussi des personnes de passage et des ouvriers des chantiers de construction vivant loin de leur famille. Comme à chaque Ramadhan, les associations et établissements caritatifs de la wilaya se mobilisent dans des opérations de solidarité tous azimuts, visant notamment la distribution de colis alimentaires et l'organisation de tables de l'Iftar (rupture du jeûne), outre la livraison de plats chauds aux domiciles de familles à faible revenu se trouvant dans l'impossibilité de se déplacer vers ces restaurants. Le Croissant rouge algérien (CRA) figure en tête de liste de ces établissements pionniers de l'action caritative. Durant ce mois de Ramadhan, il a procédé à l'ouverture de sept restaurants de l'Iftar, à travers la wilaya. Il s'agit notamment de deux restaurants, le premier réservé aux familles nécessiteuses à la cité Deriouche de Bouaârf, et le 2e à la nouvelle-ville de Bouinane, dédié à la distribution de repas aux ouvriers des chantiers de construction vivant loin de leur famille, selon les explications du commissaire de wilaya du CRA, Abdelkrim Berkaâ. Il a signalé la mobilisation au niveau de ces restaurants de 158 jeunes scouts, pour la distribution de 1.200 plats chauds/jour, en plus d'un grand nombre de jeunes bénévoles qui contribuent au succès de cette action caritative. Parallèlement à ces restaurants, le CRA a procédé à la distribution de 800 colis alimentaires depuis le début du mois sacré à jeudi der-

nier, et l'opération se poursuivra jusqu'à la fin du mois sacré. La section locale du CRA a pris part à cet élan de solidarité en élaborant un plan d'action pour l'ouverture de restaurants de l'Iftar et la distribution de colis alimentaires, en plus de partager l'Iftar avec des personnes contraintes à vivre éloignées de leur famille, dont celles du foyer pour personnes sans abris des hauteurs de Chréa, a signalé le secrétaire du bureau de wilaya, Tahar Lahreche.

Des entreprises industrielles et des femmes au foyer s'impliquent

Le Club des entrepreneurs et industriels de la Mitidja (CEIMI) est l'autre "grand" habitué des opérations de solidarité Ramadhan. L'établissement a lancé la distribution de 7.500 colis alimentaires à des familles nécessiteuses de Blida, mais aussi de plusieurs wilayas voisines, dont Tipasa, Djelfa, Ain Defla et Médéa, a indiqué son président, Fethi Amour. Ce dernier a relevé que plusieurs entreprises affiliées au Club ont consacré une partie de leurs fonds à cette noble action à laquelle elles ont contribué par des aides en nature ou en espèce. A son tour, l'association caritative "Kafil El Yatime" de Blida a entamé une campagne de distribution de près de 20.000 colis alimentaires aux orphelins et veuves de la wilaya, et autres habitants des zones d'ombre de plusieurs wilayas de l'intérieur, selon son chargé de l'information, Tarek Latreche. "Près de 8000 familles de Blida inscrites auprès de l'association, bénéficieront de ces colis alimentaires", a-t-il précisé. La même association s'apprête, également, à la distribution de près de 5.000 tenues de l'Aïd à des orphelins, avant la fête de l'Aïd El-Fitr. De nombreux restaurants et traiteurs de



la wilaya ont aussi rallié cet élan de solidarité, en assurant des plats chauds aux nécessiteux, tout au long de ce mois de Ramadhan. Une promotrice d'une entreprise spécialisée dans la livraison de plats à emporter, a confié à l'APS, avoir décidé, sur les conseils de sa mère, de consacrer une partie de son activité, durant ce mois sacré, pour assurer des repas de l'Iftar à des personnes de passage et à des familles nécessiteuses. La majorité des restaurants de la wilaya ont, par ailleurs, adhéré à cette démarche, en organisant des tables de l'Iftar aux personnes de passage. Ces tables sont visibles dans toutes les grandes artères des villes de la wilaya, et n'ont rien à envier aux tables des familles algériennes, avec la présence quotidienne de la chorba du Ramadhan, le bourek, un plat traditionnel et même un dessert. La solidarité Ramadhan est également le fait de nombreuses femmes au foyer, qui se font un devoir de préparer, chez elles, des repas à distribuer aux passants ou aux familles nécessiteuses, qui les contactent suite à des annonces publiées sur les pages Facebook locales. Encore une preuve du formidable esprit de solidarité et de cohésion animant les algériens durant ce mois de Ramadhan.

MATIÈRES PREMIÈRES : « Avis de gros grain sur le blé »

Sur la place boursière Euronext, le cours de la tonne de blé est passé, lundi 20 mars, sous la barre des 250 euros, contre un plus haut historique de 438 euros.



Si les investisseurs tablent sur un moindre appétit de l'économie, les greniers, eux, sont encore bien remplis, relève Laurence Girard, journaliste au « Monde ». Le blé meunier est broyé par les marchés financiers. Les grains sont emportés dans une spirale baissière qui mouline les valorisations céréalières. Sur la place boursière européenne Euronext, le cours de la tonne de blé est passé, le lundi 20 mars, jour du

début du printemps, sous la barre des 250 euros. A comparer au plus haut historique à 438 euros la tonne, atteint mi-mai 2022, en pleine bulle spéculative des matières premières.

Avis de gros grain sur le blé...
Le repli du prix des épis ne date pas d'hier. En novembre 2022, il cotait 325 euros. En janvier 2023, il oscillait entre 280 et 285 euros, renouant avec son niveau d'avant la guerre russo-ukrainienne. Puis, la glissade

s'est poursuivie. « Cette dégringolade est à mettre à l'actif des opérateurs financiers qui vendent leurs positions. Ils appuient sur le bouton face au risque de ralentissement de la croissance lié aux signes négatifs donnés par les banques », estime Arthur Portier, du cabinet Agritel. A court de blé dans leur caisse, Credit Suisse et Silicon Valley Bank entraînent dans leur chute les marchés céréalières... D'autant que, si les

investisseurs tablent sur un moindre appétit de l'économie, les greniers sont encore bien remplis. « Après sa récolte record en 2022, il devrait rester 20 millions de tonnes de blé en stock en Russie en fin de campagne », souligne M. Portier. Au niveau mondial, sur l'année 2022-2023, la collecte de grain doré a atteint 763 millions de tonnes, volume jusqu'alors jamais atteint, grâce aux moissons plantureuses en Russie, mais aussi en Australie. Pour le plus grand soulagement des populations.

Le colza et le tournesol ne sont pas épargnés non plus

Tout ce blé a fini par circuler. L'accord céréalier signé, le 22 juillet 2022, entre l'Ukraine et la Russie, sous l'égide de la Turquie et des Nations unies, pour assurer les exportations de céréales à partir des ports ukrainiens, a été régulièrement renouvelé. Il a été prolongé une nouvelle fois, le 18 mars, même si la Russie a laissé planer le doute sur sa durée, évoquant soixante jours contre cent vingt jusqu'alors. Grâce à ce corridor sécurisé, le flux de produits agricoles ukrainiens embarqués est remonté à cinq millions de tonnes par mois. Le vent froid qui fait ployer le cours du blé touche tout autant le maïs. Quant au colza et au tournesol, ils ne sont pas plus épargnés. « Le cours du colza est passé de 640 euros la tonne en octobre à 430 aujourd'hui. Et sur la même période, celui du tournesol de 1 000 à 400 euros la tonne », précise M. Portier. Le baril de brut entraîne dans sa glissade huiles et agrocaburants.

PÉTROLE : « Coup de pompe sur le brut »

L'onde de choc suscitée par la chute de la Silicon Valley Bank et les craintes sur le secteur bancaire pèsent sur le cours de l'or noir, observe dans sa chronique Laurence Girard, journaliste économique au « Monde ». Terrain glissant pour le pétrole. L'effondrement brutal de la Silicon Valley Bank a suscité une véritable onde de choc. Partant des plages californiennes de Santa Monica, elle a été ressentie jusqu'au calme rivage du lac de Zurich. Attention, vague-submersion pour Credit Suisse Group ! Le cours de l'établissement bancaire helvète a soudainement plongé en Bourse, mercredi 15 mars, sur des rumeurs de risque de faillite. Face à l'urgence de la situation, la Banque nationale suisse n'a pas joué la montre pour ouvrir le robinet d'aides. Dans la nuit du mercredi au jeudi 16 mars, elle lui a accordé un prêt de 50 milliards de francs suisses (50,7 milliards d'euros), afin de renforcer ses liquidités. Une sacrée bouée de sauvetage. De quoi calmer quelque peu la vague de pessimisme des marchés, inquiets d'un risque de propagation, après la chute de la banque américaine. Cette humeur sombre n'a pas épargné le cours de l'or noir. Les plus pessimistes anticipant une baisse de la demande. Mercredi, le prix du baril de brut de la mer du Nord pour livraison en mai refluit à 71,67 dollars (67,38 euros), son plus bas niveau depuis quinze mois, à comparer aux près de 120 dollars, il y a un an. De même, son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en avril, se négociait à 65,65 dollars.

Coup de pompe sur le brut...

L'opération de renflouage de Credit Suisse a fait remonter le niveau du baril de pétrole. Sans euphorie, toutefois. Vendredi 17 mars, le tarif du baril de brut repassait la cote des 75 dollars. Un mouvement conforté par la décision de onze grandes banques américaines, prise jeudi, de voler à la rescousse de First Republic, également fragilisée.

RUSSIE : Prolongation de la réduction volontaire de production de pétrole jusqu'à fin juin (Novak)

La Russie a annoncé mardi prolonger la réduction de sa production de brut de 500.000 barils par jour jusqu'à fin juin, plus d'un mois après avoir ordonné cette baisse en réaction aux différentes sanctions internationales visant son pétrole. « Conformément à la situation actuelle du marché, la décision de réduire volontairement la production d'un montant de 500.000 barils par jour sera valable jusqu'à juin 2023 inclus », a déclaré à des journalistes le vice-Premier ministre en charge de l'Énergie, Alexandre Novak, cité par les agences de presse russes. Il a précisé que la Russie était « sur le point d'atteindre le niveau cible de réduction » annoncé le 10 février dernier. « Il sera atteint dans les prochains jours », a-t-il poursuivi. Cette annonce intervient en pleine visite du président chinois Xi Jinping à Moscou. Malgré la pluie de sanctions internationales visant le pétrole russe -- embargo et plafonnement du prix de vente sur le brut et les produits raffinés --, la Chine a abondamment acheté l'or noir de Moscou depuis le début de la crise en Ukraine. La réduction annoncée de 500.000 barils par jour représente une baisse d'environ 5% des extractions russes quotidiennes actuelles, qui totalisent plus de 9,5 millions de barils.

ETATS-UNIS :

« Fini le libre-échange, l'enjeu clé est désormais la sécurité des chaînes d'approvisionnement »



La stratégie économique américaine mondiale, désormais incarnée par l'Inflation Reduction Act, a pour objectif d'« ajuster la globalisation », donc de contrer la montée en puissance de la Chine, explique, dans une tribune au « Monde », l'analyste Olivier Sueur. L'Inflation Reduction Act (IRA) américain et ses centaines de milliards de dollars de subventions en faveur de l'industrie des énergies propres génèrent de l'anxiété en Europe. Cette politique industrielle volontaire fait craindre non seulement une perte d'attractivité de notre continent et donc des délocalisations, mais aussi un décrochage plus large dans le développement des industries du futur. Nos dirigeants d'entreprise doivent cependant comprendre qu'il s'agit de la partie émergée de l'iceberg : l'IRA s'inscrit dans une stratégie

beaucoup plus vaste avec un impact direct sur les décisions d'investissement, d'implantation et de croissance externe. L'objectif déclaré des Etats-Unis est d'« ajuster la globalisation », comme on peut le lire dans leur stratégie de sécurité nationale, rendue publique en octobre 2022. Face à la montée en puissance de la Chine sur les plans économique, technologique et militaire, les règles régissant l'économie et le commerce mondiaux doivent être revues. Ainsi que l'a explicité de manière lapidaire Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale : « L'accès au marché a été pendant trente ans l'orthodoxie de toute politique commerciale, cela ne correspond plus aux enjeux actuels. » Fini le libre-échange, l'enjeu clé est désormais la sécurité des chaînes d'approvisionnement, les fameuses « supply

chains ». Cela implique pour un certain nombre de produits stratégiques un découplage entre la Chine et les Etats-Unis : la sécurité économique redevient partie intégrante de la sécurité nationale.

Le retour de l'Etat dans l'économie nationale

Comment cela se traduit-il concrètement ? Premièrement, c'est le grand retour de l'Etat dans l'économie nationale. Non pas qu'il en soit traditionnellement absent aux Etats-Unis, bien au contraire, mais il y a un changement d'échelle : entre novembre 2021 et août 2022, plus de 1 200 milliards de dollars sont programmés pour le financement d'investissements en matière d'infrastructures, de semi-conducteurs et de transition énergétique, à condition de produire tout ou partie sur le territoire américain.

EUROPE : "Il n'y a pas de crise bancaire" (FBF)

Le président de la Fédération bancaire française (FBF) Philippe Brassac a assuré mercredi qu'il n'y avait pas de "crise bancaire" en Europe, contrairement aux Etats-Unis. « Il n'y a pas de crise bancaire » en Europe, « il y a des banques qui sont en difficulté (...) mais ce sont toujours pour des raisons qui leur sont propres », a estimé sur BFM Business M. Brassac, aussi directeur général du Crédit Agricole. Les inquiétudes se sont concentrées en fin de semaine dernière sur Credit Suisse, une des 30 banques au niveau mondial considérée comme trop grosse pour qu'on la laisse faire faillite. A l'issue d'intenses tractations, le premier groupe bancaire suisse UBS a consenti dimanche à racheter son rival en difficulté, avec d'importantes garanties du gouvernement helvétique. S'il a convenu que le système bancaire américain traversait lui une période de crise, M. Brassac a souligné qu'il n'y avait pas de « contagion possible notamment au système bancaire européen et français ». Depuis la faillite de la Silicon Valley Bank (SVB) aux Etats-Unis le 10 mars, le secteur bancaire interroge sur sa solidité et est particulièrement chahuté en Bourse. « Il n'y a pas de mécanisme de contamination ou de contagion dans le système » entre les banques américaines et européennes, a insisté M. Brassac, marquant la différence avec la crise de 2008 lorsque des produits financiers américains complexes, les "subprimes", s'étaient disséminés dans nombre de bilans bancaires.

Le chef de l'ONU en visite en Somalie

Le Secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a entamé mardi à Mogadiscio une brève visite en Somalie, pays en proie à des catastrophes naturelles, ont rapporté des médias, citant des sources aéroportuaires.

M. Guterres a été accueilli à son arrivée à l'aéroport de la capitale somalienne par le ministre des Affaires étrangères Abshir Omar Huruse, selon des images diffusées par ce dernier sur Twitter. L'arrivée du chef de l'ONU intervient alors que le pays est en proie à une sécheresse calamiteuse qui a poussé de nombreux habitants au bord de la famine. L'ONU a lancé un appel pour une aide humanitaire de 2,6 milliards de dollars pour ce pays de la Corne de l'Afrique, mais il n'est actuellement financé qu'à hauteur de 13%. Cinq saisons des pluies consécutives dans certaines parties de la Somalie ainsi qu'au Kenya et en Ethiopie ont en-

traîné la pire sécheresse en quatre décennies, anéantissant le bétail et les cultures et forçant au moins 1,7 million de personnes à quitter leur foyer à la recherche de nourriture et d'eau. Environ la moitié de la population aura besoin d'aide humanitaire cette année, avec 8,3 millions de personnes touchées par la sécheresse, selon les Nations unies. « La crise est loin d'être terminée – les besoins restent élevés et urgents », a déclaré le coordinateur de l'ONU pour la Somalie, Adam Abdelmoula, la semaine dernière à Genève. « Certaines des zones les plus touchées continuent de faire face au risque de famine », a-t-il mis en garde.



Blinken attendu au Vietnam et au Japon

Le chef de la diplomatie américaine Antony Blinken se rendra en fin de semaine au Vietnam pour renforcer les relations avec le pays, ainsi qu'au Japon, a annoncé lundi le département d'Etat. M. Blinken fera escale à Hanoï en route pour une réunion des ministres des Affaires étrangères des pays du G7 à Karuizawa, au Japon,

du 16 au 18 avril, selon un communiqué. Il abordera dans la capitale vietnamienne « la vision partagée d'une région indo-pacifique qui soit prospère, pacifique et résiliente », a précisé le département d'Etat. Les relations entre les Etats-Unis et le Vietnam se sont renforcées ces dernières années, y compris dans le domaine de la dé-

fense, les deux pays s'étant largement réconciliés malgré les stigmates de la guerre. Il s'agira de la première visite du secrétaire d'Etat américain au Vietnam depuis sa prise de fonction il y a deux ans, mais la vice-présidente Kamala Harris s'y est déjà rendue. Par ailleurs, M. Blinken et le ministre américain de la Défense Lloyd

Austin doivent s'entretenir avec leurs homologues philippins mardi à Washington. M. Blinken se rendra à Hanoï depuis l'Irlande, où il accompagnera le président Joe Biden qui effectue un déplacement dans ce pays et au Royaume-Uni du 11 au 14 avril avec une étape en Irlande du Nord à l'occasion des 25 ans de l'accord de paix.

LIBYE:

Bathily appelle à la mise en œuvre du cadre constitutionnel pour les élections de 2023

Le représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour la Libye, Abdoulaye Bathily, a appelé les dirigeants politiques du pays à remplir leurs obligations en mettant au point le cadre constitutionnel et juridique devant permettre la tenue des élections en 2023. M. Bathily

s'est exprimé lors d'une visite effectuée dimanche dans la ville de Sebha, dans le sud de la Libye. Depuis Sebha, Bathily a réitéré son appel aux « dirigeants politiques pour qu'ils répondent à l'appel des Libyens et remplissent leurs obligations en finalisant le cadre constitu-

tionnel et juridique qui permet de tenir des élections inclusives, libres et équitables en 2023 ». Le diplomate a déclaré: « dans le cadre de consultations élargies avec diverses parties à travers la Libye pour soutenir une voie globale vers les élections, j'ai rencontré à Sebha un

certain nombre de notables, des représentants de la société civile, des jeunes et des femmes, ainsi que des chefs militaires et de sécurité ». Il a ajouté: « j'ai écouté leurs demandes conjointes de mettre fin à la crise politique actuelle par des élections ».

Joe Biden attendu en Irlande du Nord pour les 25 ans de l'accord de paix

Le président américain Joe Biden est attendu mardi soir en Irlande du Nord, pour un voyage lourd de symboles à l'occasion du 25e anniversaire de l'accord de paix qui a mis fin à trois décennies de violences. Fier de ses origines irlandaises, Joe Biden se rendra dans la semaine sur les terres de ses ancêtres en République d'Irlande. Mais il entame sa visite dans la province britannique meurtrie par les « Troubles », signe de l'attention qu'il porte au processus de paix mais aussi plus récemment aux tensions politiques agitant l'Irlande du Nord. Le 10 avril 1998, jour cette année-là du Vendredi Saint précédant Pâques, les républicains favorables à une réunification avec

l'Irlande et les unionistes attachés au maintien au sein du Royaume-Uni décrochaient un accord de paix inespéré après d'intenses négociations impliquant Londres, Dublin et Washington. L'accord a mis fin à trois décennies de violences qui ont fait 3.500 morts, entre unionistes, surtout protestants, et républicains en majorité catholiques, avec l'implication de l'armée britannique. Un quart de siècle plus tard, l'anniversaire a été observé sans liesse particulière lundi et a même été marqué par des incidents visant la police alors que l'Irlande du Nord est en pleine crise politique, avec des institutions paralysées depuis plus d'un an.



MAROC :

La cherté de la vie et l'oppression sociale poussent les Marocains dans la rue

Des manifestations ont été organisées samedi soir dans différentes villes du Maroc, à l'appel du Front social marocain, une coalition de partis de gauche et de syndicats, pour dénoncer d'une seule voix la cherté de la vie et l'oppression sociale. Ces manifestations, tenues dans 43 villes dont notamment la capitale Rabat, Casablanca, Tanger et Marrakech et placées sous le slogan «Le combat continue contre la cherté de la vie et l'oppression sociale», surviennent dans un contexte de forte poussée inflationniste, mettant le gouvernement sous le feu des critiques des syndicats, de l'opposition parlementaire et des médias. Selon le Front so-

cial, "l'augmentation vertigineuse des prix et le recul du pouvoir d'achat des citoyens n'est pas une fatalité, mais bien le résultat de la politique haineuse et hostile du gouvernement à l'égard des citoyens et de la patrie". Dans un communiqué, le Front a appelé à "la libération de tous les détenus politiques et à la levée de la marginalisation et de la discrimination à l'endroit des habitants des zones rurales, et ce, à travers le renforcement des capacités hydriques dans ces régions, la subvention des prix des engrais, l'ajournement des délais de remboursement des prêts bancaires des agriculteurs, ainsi que le renforcement des pro-

grammes de logements dans ces régions". A Casablanca, plusieurs personnes ont manifesté leur "ras-le-bol" contre la cherté de la vie, à la place Sraghna dans un quartier populaire de la ville. Le taux d'inflation a atteint 9,4% au premier trimestre de 2023 contre 4% à la même période l'an dernier, selon le Haut-commissariat au Plan (HCP). Cette inflation est accentuée par la montée en flèche des prix des produits alimentaires (+18,2%) en plein mois sacré du Ramadhan. "Nous dénonçons la politique du gouvernement qui avait promis d'être un gouvernement de l'Etat social+ mais qui s'avère être celui des disparités sociales", a pesté

Abdelkader Amri, membre du bureau exécutif de la Confédération démocratique du travail (gauche). "La hausse des prix est une honte", "Notre pays est agricole mais les légumes y sont chers" ont notamment scandé les manifestants réunis devant le Parlement à Rabat. A noter que dans le cadre des protestations en série que connaît le royaume depuis un moment en raison d'une crise multisectorielle, plusieurs organisations et syndicats ont appelé à des actions de rue tout au long de ce mois d'avril, pour dénoncer comme jamais la "politique de la sourde oreille" adoptée par le Makhzen, de plus en plus arrogant et méprisant.

CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU : **Débat ouvert sur les menaces pesant sur la paix et la sécurité internationales**

Le Conseil de sécurité de l'ONU tient, ce lundi, un débat public sur les « Risques résultant de violations des accords réglementant l'exportation d'armes et d'équipements militaires », dans le cadre des « Menaces contre la paix et la sécurité internationales ».

La Haute représentante des Nations unies pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, devrait faire un briefing lors de la réunion.

Dans le cadre de l'un des événements phares de sa présidence du Conseil de sécurité pour le mois d'avril, la Russie a distribué une note conceptuelle en préparation de la réunion. Parmi les questions à débattre, posées par la Russie dans sa note conceptuelle figure : Comment la communauté internationale peut-elle mieux contribuer à renforcer les efforts de tous les Etats pour prévenir les violations des accords et réglementations liés au transfert d'armes conventionnelles et d'équipements militaires ? Elle s'est également interrogée sur les lois, réglementations et procédures administratives nécessaires pour établir un contrôle efficace sur la production, l'exportation, l'importation, le courtage, le transit ou le re-transfert d'armes et de matériel militaire, et aussi les mesures globales qui devraient être adoptées par les gouvernements à différents niveaux pour s'assurer que les armes et équipements militaires ne sont pas détournés à des fins terroristes ou de trafic illicite. « Dans son exposé, Mme Nakamitsu peut noter que l'afflux d'armes dans tout conflit armé peut créer des risques d'escalade et de détournement.

Elle pourrait souligner que les mesures visant à prévenir le détournement de munitions et d'armes, telles que les évaluations des risques avant le transfert et la vérification de l'utilisateur final, peuvent contribuer à soutenir la prévention des conflits et le relèvement après un conflit, entre autres », selon des sources diplomatiques.

SAHARA OCCIDENTAL: Le revirement de Madrid est contraire au droit international

L'Union progressiste des procureurs espagnols (UPF) a regretté le revirement du chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, sur le conflit au Sahara occidental, soulignant que sa nouvelle position est "contraire au droit international et aux obligations contractées par l'Espagne". "L'Union progressiste des procureurs regrette le changement de cap de la politique internationale que vous avez mené par rapport au processus inachevé de décolonisation du Sahara occidental", a écrit l'UPF dans une lettre ouverte adressée à Sanchez, soulignant que son soutien au sinistre plan d'"autonomie" proposé par le Makhzen "ne respecte pas le plan de paix de 1991 que le Royaume du Maroc lui-même a signé avec le Front Polisario, plus tard approuvé par le Conseil de sécurité de l'ONU". Ce revirement "aggrave les positions tenues par nos gouvernements précédents et, ce qui



est encore plus inquiétant, contre-vent au droit international actuel", a ajouté l'UPF. Rappelant, dans ce contexte, que l'ONU considère depuis 1963 le Sahara occidental comme un territoire non autonome et devrait donc être décolonisé par un

référendum d'autodétermination, l'UPF a souligné que "l'Espagne ne s'est pas effectivement acquittée des obligations découlant de son statut de puissance administrante du territoire". A ce titre, "et conformément aux dispositions de la Charte des Na-

tions unies, l'Espagne a le devoir de promouvoir l'aide et les intérêts du peuple sahraoui, afin d'obtenir son progrès social, économique, politique et éducatif (...) et de transmettre des informations périodiques à l'ONU sur la situation dans laquelle se trouve ce peuple", a noté l'Union progressiste des procureurs espagnols. Avant de conclure: "C'est à partir de ce cadre constitutionnel et en rappelant les obligations contractées par notre pays, non seulement en tant que membre de l'Union européenne et de la communauté internationale, mais, fondamentalement, en tant que puissance administrante, que nous souhaitons que vous, en tant que chef du gouvernement espagnol, adoptiez les mesures nécessaires pour assurer le respect de toutes les obligations internationales par l'Espagne, afin de permettre l'organisation du référendum sur l'autodétermination du peuple du Sahara occidental".

La commission parlementaire du Timor oriental réaffirme son soutien à la cause sahraouie

La commission de soutien au droit du peuple sahraoui à l'autodétermination au sein du Parlement du Timor oriental a réaffirmé mardi son soutien à la lutte légitime du peuple sahraoui. Lors d'une réception offerte en l'honneur de l'ambassadeur de la république arabe sahraouie démocratique (RASD) à Dili, M. Abba Malainin, le président de la Commission parlementaire, M. Aderito Hugo da Costa a réaffirmé la position forte et ferme de soutien à la cause légitime du peuple sahraoui, rapporte l'agence de presse sahraouie (SPS). Les deux parties ont abordé, à cette occasion, les derniers événements liés à la question sahraouie et d'autres questions d'intérêt commun. La Commission parlementaire présidée par M. da Costa est composée de représentants de tous les partis présents au Parlement. Dernièrement, lors des travaux de la 52e session du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, à Genève (Suisse), le Timor oriental a attiré l'attention du Conseil des droits de l'Homme sur la situation tragique que vit le peuple sahraoui dans les territoires occupés et sur la poursuite des violations marocaines des droits de l'Homme à l'égard des civils sahraouis, ainsi que sur l'échec de la communauté internationale dans ses efforts visant à trouver une solution politique au conflit. Une solution supposée garantir au peuple sahraoui le droit à l'autodétermination, à l'indépendance et à la liberté et à mettre fin à l'occupation marocaine conformément à la charte des Nations unies.

AGRESSIONS SIONISTES :

La Palestine appelle à une intervention américaine immédiate et rapide



Le silence de l'administration américaine sur les récentes agressions sionistes contre le peuple palestinien, ses terres et ses lieux sacrés encourage l'occupant à poursuivre ses crimes, affirme le porte-parole de la présidence palestinienne, Nabil Abou Rudeineh, qui appelle à «une intervention immédiate et rapide pour arrêter cette folie». Selon lui, l'invasion des terres de l'Etat de Palestine par les colons sionistes ne change rien au fait qu'il s'agit de terres palestiniennes. «Cette inva-

sion, qui vient par la force des armes, ne crée pas un droit», a-t-il dit lundi dernier ajoutant que «cette invasion d'extrémistes sionistes, qui s'accompagne du meurtre quotidien de Palestiniens, dont le dernier en date est celui de Muhammad Fayez Nabhan, 15 ans, et la prise d'assaut de la mosquée Al-Aqsa, poussent la région vers une explosion». Abou Rudeineh a tenu, à cet égard, l'administration sioniste «pour responsable de ces attaques dangereuses et de ces provocations qui confirment

les velléités de l'ennemi à entraîner la région dans la violence». Le porte-parole officiel du président de l'Etat de Palestine, Mahmoud Abbas, a souligné, dans le même sens, que «toutes les colonies sont illégales sur le territoire de l'Etat de Palestine, et que tous ces crimes et attaques ne les légitimeront pas». Deux-cent-seize (216) Palestiniens ont été blessés, lundi, dans la répression d'une manifestation qu'ils ont organisée en refus d'une marche à laquelle des milliers de colons ont

participé à Jabal Sabih, au sud de Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie occupée, selon le Croissant-Rouge palestinien. Ce dernier a indiqué que ses équipes ont traité des dizaines de blessés dans la ville de Beita, «dont 22 avec des balles en caoutchouc, 7 cas de chutes (en échappant aux bombes), deux blessés directs de bombes de gaz, et 185 cas d'étouffement par le gaz lacrymogène». Le responsable du dossier des colonies dans le nord de la Cisjordanie, Ghassan Deghlas, a déclaré pour sa part que l'armée sioniste a déployé un grand nombre de ses forces à proximité de la ville de Beita et Jabal Sabih, qui est menacée de colonisation. Deghlas a expliqué que les habitants de Beita «sont sortis pour exprimer leur rejet du retour des colonies sur leurs terres à Jabal Sabih, et l'armée d'occupation les a réprimés avec des bombes à gaz et des balles en caoutchouc». La situation en Palestine est tendue depuis la semaine dernière, suite à une incursion nocturne musclée de la police d'occupation contre les fidèles de la Mosquée Al-Aqsa à Al-Qods. En dépit des condamnations internationales et des multiples appels à la retenue, les agressions sionistes contre le peuple palestinien se poursuivent devant un silence de l'administration américaine qui pose, en plus, son veto contre toute incrimination de l'entité sioniste au niveau du Conseil de sécurité de l'ONU. La Palestine n'a d'autres choix que de poursuivre l'occupant pour ses crimes devant la Cour Internationale de Justice. C'est sa qualité de membre observateur à l'Assemblée générale de l'ONU qui le lui permet malgré les entraves causées par l'occupant et ses alliés au sein des instances internationales.

SITUATION EN SYRIE : Une rencontre de neuf pays arabes vendredi à Djeddah



Le porte-parole du ministère qatari des Affaires étrangères a fait savoir, ce mardi, qu'une rencontre de neuf pays arabes aura lieu vendredi à Djeddah en Arabie Saoudite pour débattre de la situation en Syrie. Il s'agit de hauts responsables des six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG, Bahreïn, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite et Emirats arabes unis) et des ministres d'Egypte, d'Irak et de Jordanie, a annoncé Majed Al-Ansari. «L'objectif principal est de discuter de la situation en Syrie», a-t-il déclaré lors d'un point de presse, précisant que l'Arabie saoudite avait convoqué cette réunion «consultative» via le CCG. Il a souligné, à ce propos, qu'il y a de nombreux développements (...) au sujet des opinions arabes sur le retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe », a dit le porte-parole qatari. Les pourparlers «se concentreront sur l'échange de vues sur cette question et la position de chaque pays sur la situation» en Syrie, a-t-il encore dit. Selon lui, le Premier ministre et ministre des Affaires étrangères du Qatar, cheikh Mohammed ben Abdelrahmane Al-Thani, participera à la réunion.

TUNISIE:

La direction exécutive de l'ISIE prête pour les prochaines échéances électorales

L'Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (ISIE) en Tunisie a souligné lundi que la direction exécutive aux niveaux central et régional est prête pour l'organisation des prochaines échéances électorales, du point de vue logistique et organisationnel, a indiqué un com-

munié de cette instance. Cette annonce a été faite à l'issue de la réunion de coordination du directeur exécutif de l'ISIE, Ridha Missaoui, avec les différentes directions centrales et services qui relèvent de l'ISIE et ce dans le cadre des préparatifs engagés en prévision des

prochaines échéances électorales. L'ISIE a entamé depuis mars dernier une série de réunions avec les différentes structures de l'Etat et des organisations dans le cadre des préparatifs pour les prochaines échéances. Dans ce sens, le président tunisien, Kais Saïed a indiqué

que les prochaines échéances électorales auront lieu dans les délais, ajoutant que sa candidature à l'élection présidentielle est une question prématurée, mais qu'il n'abandonnera pas la responsabilité à des personnes dépourvues de patriotisme.

GROS MALAISE EN DIRECT

Anne-Elisabeth Lemoine recadrée par un célèbre acteur :

La présentatrice de France 5 s'est probablement dit qu'elle allait tourner sa langue sept fois dans sa bouche avant de parler.

Le 12 avril 2023, Anne-Elisabeth a reçu un duo d'acteurs pour la promotion d'un film. Et l'un deux n'a pas manqué de la recadrer en direct. Mardi 11 avril 2023, Anne-Elisabeth Lemoine a une fois de plus fait parler d'elle.

La présentatrice de 52 ans était aux commandes d'un nouveau numéro de C à vous, sur France 5. Et l'une de ses bourdes lui a valu d'être recadrée par un célèbre acteur. Le 19 avril sortira en salles le film La Plus belle pour aller danser. Il raconte l'histoire de Marie-Luce Bison (14 ans) qui vit avec son papa veuf dans une joyeuse pension de famille pour seniors dont il est le directeur. Elle souhaite se rendre à la soirée déguisée organisée dans son collège, mais son papa s'y oppose. Poussée par son meilleur ami de 80 ans Albert, elle va tout de même s'y rendre déguisée en garçon.



Et le succès est au rendez-vous, ce qui lui fait s'inventer un double masculin prénommé Léo pour vivre enfin sa vie d'ado.

nouvelle bourde d'anne-elisabeth lemoine

Pour l'occasion, Anne-Elisabeth Le-

moine a reçu Philippe Katerine et Pierre Richard. Elle a demandé à l'acteur de 88 ans s'il était vraiment "l'adolescent de la troupe". "J'ai beaucoup tourné avec des enfants. J'adore, parce que pour moi, c'est une façon de rester adulte avec l'âge", a répondu son invité. Puis, l'épouse de Philippe Coelho a poursuivi : "Si Alfred est

aussi complice de la jeune Marie-Luce, c'est parce qu'il a souffert aussi dans le passé de ne pas être celui que la société voudrait qu'il soit. Il est homosexuel, mais à des années lumières..." Elle a vite été coupée par Pierre Richard qui l'a recadrée à cause de sa révélation. "Je voulais pas le dire ! C'est dit, c'est fait, non pas parce que j'en avais honte mais parce que c'est une surprise dans le film... Oui ! Donc j'avais dit que je voulais cacher cet élément de surprise. C'est comme si vous disiez le nom de l'assassin avant que le film soit sorti. Je ne suis pas un assassin dans le film", a-t-il signalé. Une remarque qui n'a pas manqué de gêner Anne-Elisabeth Lemoine. Malgré tout, l'interview s'est poursuivie comme si de rien n'était pour assurer la promotion de ce film qui plaira, à coup sûr, au plus grand nombre.

Angela Bassett entre dans l'histoire en étant la première actrice à être nommée aux Oscars pour un film Marvel

La comédienne est aussi la première femme de couleur à être nommée pour une adaptation d'un comic book dans la catégorie Meilleure actrice dans un second rôle. Angela Bassett est en lice pour recevoir l'Oscar de la Meilleure actrice dans un second rôle pour le film Black Panther : Wakanda Forever. Avec cette nomination, la star de 64 ans, qui incarne la reine Ramonda, bat plusieurs records. La comédienne devient tout d'abord la première actrice à être nommée pour un rôle dans un film des studios Marvel. Elle est aussi la première femme de couleur à être en lice pour un long métrage adapté d'un comic book.

Merci

Ce rôle compte visiblement beaucoup

pour Angela Bassett qui a expliqué sur Instagram que son personnage est également « une lettre d'amour qui reflète et reconnaît ce que, nous les femmes, faisons chaque jour ». Angela Bassett a également remercié l'Académie de l'avoir nommée « parmi un merveilleux groupe d'actrices ». Elle en a également profité pour féliciter « ses collègues nommés » pour le même film et exprimer son impatience d'être « le 12 mars alors que nous nous encourageons et célébrons les uns avec les autres ».

C'est la deuxième fois que l'Académie la sélectionne. Angela Bassett a été en lice pour l'Oscar de la meilleure actrice pour son interprétation de Tina Turner dans le film Tina en 1993. Un trophée remporté par Holly Hunter pour son rôle dans La Leçon de piano. Cette



année Angela Bassett se retrouve face à Jamie Lee Curtis et Stephanie Hsu pour Everything Everywhere All At Once, Kerry Condon pour Les Bans-

hees d'Inisherin et Hong Chau pour La Baleine. La 95e cérémonie des Oscars se déroulera au Dolby Theater de Los Angeles le 12 mars prochain.

"LES GARDIENS M'ONT DIT..." :

Pourquoi Patrick Balkany ne pouvait pas accéder à la cour VIP de la prison



Patrick Balkany a accordé une interview à nos confrères de "Paris Match" dans leur édition du jeudi 23 mars 2023. Il y revient notamment sur son passage en prison pour "fraude fiscale". Patrick Balkany est passé à deux reprises par la case prison suite à des condamnations pour "fraude fiscale" ces dernières.

Une expérience dont il ne garde pas forcément un bon souvenir. C'est en tout cas ce qu'il a déclaré à nos confrères du magazine spécialisé Paris Match dans leur édition du jeudi 23 mars 2023. "Le pire, c'est l'hôpital-prison de la Salpêtrière. Vous ne pouvez pas vous faire votre bouffe, ouvrir la fenêtre, fumer.

L'hôpital, il n'y a rien, vous bouffez la merde comme les autres. Je suis sorti de Fleury, je faisais 72 kilos. Aujourd'hui, j'en fais 79 et je vais mieux. Là-bas, je ne parlais qu'aux gardiens, aux infirmières et au médecin. Mais je savais que j'allais sortir. Et puis mon père a été deux ans et sept mois déporté à Auschwitz, ça fait relativiser", déclare-t-il à ce sujet l'ancien député-maire de Levallois et mari d'Isabelle Balkany, son ancienne première adjointe. Il en profite pour révéler des détails de sa détention. "Lire, c'était très difficile. Il y a les malades qui hurlent. Certains veulent se suicider, foutre le feu à leur cellule. Vous ne dormez pas. Ils mettent aussi des grosses radios sur la fenêtre et dont chier tout le monde", se souvient l'homme politique "locataire" d'un moulin à Giverny. "J'ai toujours été à l'isolement. À la Santé, il y a une petite cour prétendument 'VIP'.

Mais avec les arrivants juste au-dessus ! Les gardiens m'ont dit : 'N'y allez pas, ils ont des smartphones et vous allez avoir votre photo dans tous les journaux', poursuit Patrick Balkany.

D'autres procès à venir ?

"Je n'y suis jamais allé. Je sortais un quart d'heure par jour, à l'infirmerie, pour me faire prendre la tension. J'ai découvert, quand il est parti, que Salah Abdeslam était dans une cellule juste à côté", précise l'homme de 74 ans. Heureusement pour lui, Patrick Balkany est aujourd'hui sorti de prison. Il reste aux côtés de sa femme Isabelle Balkany, qui est atteinte d'un cancer du pancréas. Cependant, il est toujours mis en examen pour "abus de biens sociaux", "prise illégale d'intérêts" ou encore "détournement de fonds publics".

REESE WITHERSPOON
DIVORCE :

Annnonce choc de la star, mère de trois enfants

"C'est notre priorité", lit-on dans la publication sur Instagram de Reese Witherspoon écrite avec Jim Toth, le père de son fils Tennessee et de qui elle a décidé de divorcer. C'est en parlant à deux voix que le couple désormais au passé a révélé se séparer, après plus d'une décennie d'amour. Il s'agit du deuxième divorce de la vedette de "Big Little Lies". C'est une décision ardue mais inéluctable que Reese Witherspoon a prise avec Jim Toth. Sur son compte Instagram, l'actrice américaine de 47 ans a révélé ce 24 mars 2023 la douloureuse nouvelle de son divorce avec celui qu'elle avait épousé, l'agent de stars âgé de 52 ans. Le couple avait commencé à se fréquenter au mois de février 2010. Après avoir annoncé leurs fiançailles en décembre de la même année, ils se sont dit oui le 26 mars 2011 à Ojai en Californie. Celle qui était déjà maman de Deacon et Ava - nés respectivement en 2003 et 1999 de son couple avec Ryan Phillippe, son partenaire dans Sexe Intentions -, a ensuite donné naissance à un garçon, Tennessee, le 27 septembre 2012. "Nous avons des informations personnelles à partager... C'est avec le plus grand soin et d'attention que nous avons pris la difficile décision de divorcer. Nous avons profité de plusieurs merveilleuses années ensemble et nous tournons la page avec amour, bonté et respect mutuel pour tout ce que nous avons créé ensemble", lit-on sur le réseau social. "Notre principale priorité est notre fils et notre famille toute entière, tandis que nous passons à un nouveau chapitre de notre vie. Ces questions ne sont jamais famille et sont très intimes. Nous apprécions sincèrement le respect de notre vie privée face à cette épreuve", dévoile le post Instagram. Une publication qu'il n'est pas possible de commenter mais qui a été liké par plus de 700 000 personnes depuis ces quelques heures. Pas de tension dans l'ancien couple, pas la peine de chercher de l'amertume dans les propos de l'héroïne de La Revanche d'une Blonde. Face à cette rupture, Reese Witherspoon fait passer, avant tout et sans surprise, ses enfants. Selon une personne proche de la star qui s'est confiée au magazine People, "ils aiment Tennessee et c'est leur priorité. (...) Ils ne veulent pas que le divorce l'affecte négativement. Ils vont continuer à élever ensemble leur garçon à l'amiable. Il n'y a pas de conflit". D'après une autre source que le média américain a pu contacter, cette décision a été prise en famille, ce qui inclut les enfants de son précédent mariage, Ava, 23 ans, et Deacon, 19 ans. "Ils restent proches et c'est vraiment un choix qui a été fait à l'amiable. Ils veulent plus que tout élever ensemble leur famille. Ils sont investis entièrement pour elle et souhaitent faire en sorte que tout cela se passe le mieux possible", indique également le post. Une annonce qui coïncide à quelques jours près avec l'anniversaire de la comédienne oscarisée de Walk the Line (le 22 mars) et celui de son mariage. En effet, Jim Toth et Reese Witherspoon auraient célébré leur douzième anniversaire de mariage ce 26 mars.

KHEMIS MILIANA :

Abdelkader Chaou subjugué son public

Abdelkader Chaou, l'un des grands noms de la musique chaâbi a subjugué son public lors d'une soirée organisée, lundi, dans le cadre de l'animation des nuits du mois de Ramadhan.

La salle des conférences de la commune de Khemis Miliana qui a abrité le spectacle du maître a vibré pendant une heure et demie au rythme du mandole et des pas de danse de fans qui n'ont pas résisté aux chants de la musique chaâbi. Pour répondre aux envies du public composé de différentes catégories d'âge, le chanteur a puisé dans son riche répertoire, en entamant la soirée avec «Ya Mohamed ya Sidi», une chanson de louange au prophète de l'Islam, Mohamed (QSSSL), suivie d'autres éternelles chansons qui ont marqué plusieurs générations de fans et



d'amoureux de ce genre musical. Plusieurs soirées musicales ont été organisées depuis le début du mois de Ramadhan, notamment à Khemis

Miliana et à Miliana où un autre grand nom de la musique chaâbi, Abderrahmane El Kobi avait animé une soirée le 5 avril au Théâtre communal Mahfoud-Touahri.

Le public a eu droit également aux soirées théâtrales et poétiques organisées à la Maison de la culture Emir Abdelkader et à la Bibliothèque principale de la lecture publique Hamdane-Hadjadji.

Par ailleurs, le programme d'animation des nuits de Ramadhan se poursuivra par la projection de films religieux et nationaux au niveau de la maison de la culture, chaque samedi, lundi et jeudi.

CONCERT D'AMZIK À L'ATLAS :

Un émouvant retour aux sources

Après Tizi-Ouzou et Akbou, c'est à la salle Atlas de Bab El Oued, que le groupe AmZik a fait escale dans la soirée de lundi. Devant un public majoritairement jeune, le groupe confirme une notoriété acquise en quelques années seulement d'existence, rendue possible grâce aux réseaux sociaux sur lesquels le trio Kheiredine Kati, alias Didine, et les jumeaux Karim et Nono rBelkadi font le buzz, depuis leur première apparition en 2015. C'est le torrent d'émotions et la parfaite communion avec le public qu'on retiendra de la soirée. Dès l'entame du gala, le public a fait preuve de complicité avec ses idoles en reprenant en chœur la grande partie de leurs titres. Un jeune artiste appelé Moumouh qui fait la première partie du spectacle

rend tout d'abord hommage à Idir avec le titre «Ajedjig» (la fleur), qu'il interprète en solo avec sa guitare puis enchaîne avec «Assif» (la rivière) hommage à son père et à tous les pères. Sous les ovations et les youyous, le groupe entre en scène et chante «Kounwi d Noukni» (Vous et nous) puis «Atas», titres puisés de leur second album éponyme. Pour le second titre, le clarinettiste Hugo Proy déclame des textes en français. D'autres chansons suivent telles «Anazor» (l'artiste), «Inejla-wallagh» (cerveau en fuite), avant l'entrée de Tanina, la fille d'Idir sous les ovations. Celle-ci rend hommage à son père rappelant que dans cette salle mythique il avait entamé sa carrière près de 50 ans en arrière. En larmes, Tanina remercie le

public. «C'est pour moi un parcours initiatique que de revenir sur les traces de mon père sur cette terre qu'il a toujours portée dans son cœur», dit-elle. C'est un titre chanté par Slimane Azem en duo avec bahiafarah, intitulé «Atas Ay sevreghe» (ma patience a trop duré) qu'entonne Tanina avec le trio. Elle enchaîne avec «Arrachnegh» (nos enfants), tiré du second album d'Idir, que le public connaît sur le bout des lèvres et à la note près. Un autre hommage est rendu à Abdelwahab Abdjaoui avec «ElVavur» (le bateau), chanson rendue célèbre par El Ghazi. La soirée poursuit, alternant chansons du groupe et d'Idir, que Tanina et AmZik interprètent avec beaucoup de talent, soutenu par des musiciens qui professionnels et de virtuosité en-

flamment la salle avec «ZiwitsRwits» titre qui ne laisse pas impassible le public qui envahi le devant de la salle. Beaucoup disent suivre AmZik depuis ses premiers pas. «Je les ai découverts sur Facebook grâce aux partages d'amis», confie un jeune de Bab El Oued. Pour une dame, c'est une découverte. «J'ai entendu parler d'eux, mais c'est la première fois que je les vois sur scène et c'est tout simplement une pure merveille», affirme-t-elle. «Il nous réconcilie avec la vraie chanson kabyle» ajoute-t-elle. Deux jeunes filles rencontrées à la sorte de l'Atlas confient qu'elles en sont fans depuis quelques années. «Nous aimons beaucoup leur travail et leur musique parlent aux jeunes comme aux plus âgés», s'exclament elles.

La plasticienne Biba Aitchafaa expose ses nouvelles œuvres à Alger

La plasticienne Biba Aitchafaa, a dévoilé ses dernières créations picturales contemporaines inspirées de l'univers floral et de la vie quotidienne, dans une exposition individuelle inaugurée mardi soir à Alger. Accueillie à la galerie "In 7Art", l'exposition réunit une trentaine de toiles qui explorent l'univers floral comme thème de réflexion à travers une peinture contemporaine, alliant abstraction et figuratif. Déclinées en moyen et en grand format, les toiles de Biba Aitchafaa utilisent de nouvelles techniques dans une démarche artistique franchement expressionniste et un style basé sur le ressenti émotionnel. Intitulée "Fleurs de vie", l'exposition donne à voir des toiles réalisées à l'acrylique et avec des collages, pour re-

présenter des émotions et interroger l'univers humain à travers la fleur, prise pour une métaphore de la vie, explique l'artiste. A travers ses toiles, Biba Aitchafaa, porte une réflexion sur l'espace vital, alternance des saisons, l'eau, la nature et cet univers floral qui fait partie de l'existence humaine. Dans des toiles dominées par le vert, le jaune et le bleu, pour symboliser la végétation, le soleil et l'eau, l'artiste montre la beauté florale de laquelle l'être-humain semble de se détourner comme dans ce tableau intitulé "Déconnexion" mettant en scène deux profils aux yeux barrés, détournés des fleurs. Optant pour une palette de couleurs diversifiée, l'artiste explore le monde floral dans sa diversité, sa fragilité et sa pérennité. Biba



Aitchaala, qui dit "peindre le ressenti et sensibiliser l'intellectuel", soutient que la fleur, thème de son exposition, incarne avec grâce et légèreté, la "beauté éphémère de l'existence". Diplômée en dessin, peinture et histoire de l'art, Biba Aitchafaa a participé à plusieurs expo-

sitions collectives et salons d'arts en Algérie. Elle enseigne également l'art, et a eu à organiser et à diriger plusieurs événements et salons artistiques dédiés à la peinture et des résidences artistiques. L'exposition "Fleurs de vie" est ouverte au public jusqu'au mois de juin prochain.

Samira Brahmia présente son nouvel album "Awa" le 14 avril à Alger



La chanteuse de Pop-Rock Samira Brahmia, accompagnée de célèbres musiciens algériens prévoit de présenter son dernier album intitulée "Awa", le 14 avril à la faveur d'un concert programmé au complexe touristique de Sidi Fredj à Alger. Auteure, compositeur, interprète et guitariste, Samira Brahmia sera accompagnée du célèbre Karim Ziad à la batterie, de Youcef Boukella à la basse et de Khliff Miziallaoua à la guitare.

Sorti en 2022 sur les plateformes numériques, cet opus qui se veut

une ode à la femme, offre un aperçu fidèle de la personnalité de l'artiste, de ses influences et inspirations. En treize titres, "Awa" propose une rencontre harmonieuse entre patrimoine andalou, musiques africaines, jazz et pop pour rendre hommage "à des femmes et pas que (...) et raconter tout ce que l'on est : des personnes qui aiment, qui veulent construire, vivre et dépasser les souffrances", confie l'artiste. Après ce premier concert de promotion de son album, Samira Brahmia prépare un autre projet d'envergure,

le "Awa Tour", une tournée artistique prévue pour la saison estivale 2023 dans plusieurs villes du pays et en collaboration avec le ministère de la Culture et des Arts. Influencée, très tôt, par la culture anglo-saxonne, l'artiste, auteure, compositeur, interprète, mêle les influences Pop-Rock, traditions celtiques et sonorités du grand sud algérien dans ses chansons. Elle décide de vivre de sa musique et prête sa voix à des films et des publicités, avant de sortir en 2006, "Neiliya", son premier opus.

BEJAIA:

Le chaâbi en vedette des soirées du Ramadhan

La musique et le chant Châabi ont dominé à Bejaia l'animation du mois de Ramadhan, occupant copieusement autant les espaces restreints que les places publics. Partout, en effet, loin des grandes démonstrations artistiques dédiées aux foules, l'occasion cette fois-ci a privilégié les réunions populaires modestes en s'ouvrant largement au public des puristes et les passionnés du genre. L'expérience, à l'évidence, a enchanté et fait retrouver le plaisir, non seulement de la "Qâada", des retrouvailles et de la communion qui sied à ce type musical, mais aussi celui d'entendre des artistes, pas forcément des vedettes, mais qui interprètent généreusement, en sublimant des répertoires qui le sont tout autant. Sofiane Kefi, Tarek Ayad, que d'aucuns jugent dignes héritiers de Lhachemi Guerouabi, Hafid Djemai et de Cheikh El Hadi, en sont, entre autre, de ceux-là et qui, à l'occasion, ont fait montre d'un talent et de performances rares, qui n'ont rien à envier aux grands maîtres du chaâbi. "Ils ont une totale maîtrise de leur art", a concédé Boualem chouali, un mélomane passionné, qui ne rate pas une soirée pour s'y abreuver, allant de la cinémathèque à la salle des fêtes "Vis la joie", ou s'incrustant au café "Boulouisa" pour s'extasier et s'évader. Ces trois "repères" sont les lieux magiques, se caractérisant chacun par une programmation alléchante et de découverte, et au sein desquels de fortes émotions se dégagent. A contrario de la salle des fêtes et de la cinémathèque qui accueillent des concerts en espaces fermés, le café "Boulouisa", situé en haute ville, est ouvert aux quatre vents et aux passants, privilégié, il est vrai, par son emplacement doté d'une terrasse et d'une petite esplanade, qui donnent le loisir aux férus et aux promeneurs de se divertir, voire de se "transporter". Occasionnellement, un quatrième lieu s'y distingue. Il s'agit de l'esplanade "Daouadji", qui accueille des concerts, pas spécialement dédiés au Châabi, mais ouverts sur toute la chanson populaire, avec des artistes connus, à l'instar de H'sinou Fadli, Omar et Kacimou Bourai. En ce mois de Ramadhan, la ville de Bejaia dans son ensemble semble bien animée et, au-delà du Chaâbi, célébré avec force et goût, les autres genres musicaux n'ont pas été en reste, notamment à la maison de la Culture qui, chaque soir, fait la part belle à la musique moderne et à ses fans. Simou, Iglan, le groupe Am-Zik, Cylia Babou, Aida Oulmou et Nassima Ait Ammi en ont tous fait leur show, mais en y drainant moins de monde du fait de l'accès payant à leurs spectacles, est-il constaté. Dans ce registre, assurément c'est la ville d'Akbou qui a focalisé l'attention, avec la programmation à la salle de spectacle de l'hôtel Atlantis, de grande vedettes, dont l'inénarrable Mohamed Allaoua, qui, deux jours durant, a fait vibrer tout le public de la vallée de la Soummam. C'est aussi le cas de la ville d'Amizour qui a vibré avec des galas musicaux et du théâtre, dont l'alternance a donné une résonance particulière à l'animation de ce mois de Ramadhan.

NOUVEAU STADE DE TIZI OUZOU: Le ministre de l'Habitat appelle à l'accélération des travaux en prévision du match test en mai prochain

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a effectué mardi une visite d'inspection au nouveau stade de Tizi Ouzou où il s'est enquis de l'avancement "relativement positif" des travaux, exhortant le maître d'œuvre à renforcer la cadence de réalisation pour finaliser le projet et organiser un match d'essai en mai prochain, a indiqué un communiqué du ministère. Lors de cette visite, le ministre a donné des instructions pour parachever les travaux d'éclairage de la façade extérieure, des tribunes et du stade d'entraînement et ce, avant la fin du mois courant, insistant sur la nécessité de redoubler d'efforts en instaurant un régime de travail 8x3 pour finaliser le projet dans les délais impartis, ajoute le communiqué. Au stade d'athlétisme,



M. Belaribi a inspecté la pelouse dont les travaux ont été achevés, soulignant la nécessité de parachever les travaux d'aménagement du podium, avant de se rendre dans les tribunes et les vestiaires où il a ordonné au maître d'œuvre d'accélérer la levée des réserves, selon la même source. Au niveau du

stade d'entraînement dont le taux d'avancement des travaux a dépassé les 90%, M. Belaribi "a donné des instructions à l'entreprise en charge de la pelouse pour finaliser le reste des travaux dans les plus brefs délais", avant d'inspecter le pavillon d'hébergement des joueurs composés de 20

chambres d'une capacité de 60 lits, une cuisine et un restaurant. Dans le même pavillon, le ministre a mis en avant l'impératif de réserver un nombre important de ces chambres aux personnes aux besoins spécifiques, avant d'inspecter l'étage technique qu'il avait déjà visité lors de sa dernière visite en date du 31 mars 2023 où il a ordonné instruction d'accélérer le rythme de réalisation et de renforcer la main d'œuvre qualifiée, précise le ministère. A la fin de la visite, le ministre a tenu une réunion avec la directrice du suivi de la réalisation des programmes d'équipements publics, sociaux et culturels et des autres équipements à la direction générale des équipements publics, le directeur des équipements publics de la wilaya de Tizi Ouzou, le bureau d'études et le maître d'œuvre, conclut le communiqué.

MCO:

Le wali met les points sur les « I » avec les dirigeants du club Amateur du club

Comme annoncé dans notre édition d'hier, le premier responsable de la Wilaya d'Oran était mécontent des membres du CSA, en raison de leur absentéisme autour de l'équipe première du MCO, surtout lors du dernier match contre l'USM Khenchla à domicile, ou l'équipe était orpheline ! Pour cela, il les a convoqués dans son bureau lundi, afin de mettre les points sur les « I » avec eux, ou il leur a demandé d'être plus présents quelque soit lors des entraînements et surtout lors des matches officiels, d'ailleurs, lors de la reprise des entraînements, le président par intérim du CSA, Sebâa, ainsi que Bessol et Bessedjri étaient présents au stade Ahmed Zabana, exécutant les doléances du wali Saïd Sayoud. Pour les aider dans leur tâche, le wali leur a proposé des noms s'ils veulent qu'ils travaillent avec eux. Il s'agit de Si Tahar Chérif El Ouezzani, Mecheri Abdellah, Sofiane Elimam, Boubeker Radjah, Baroudi Bellellou et Hamitou l'ex-comptable à l'époque ou C.E.O était le D.G de la SSPA. Des noms qui semblent faire l'unanimité chez les supporters, mais les dirigeants du CSA n'ont pas bronché et n'ont ni validé ni refusé cette idée, mais ils ont montré qu'ils étaient capables de diriger l'équipe actuellement. L'idée du premier magistrat de la wilaya d'Oran est de mettre ces personnes connues et respectées dans l'entourage du MCO, pour gérer cette période de transition jusqu'à la fin de saison, avant de remettre les clés à la société « Hyproc » et pour le moment rien d'officiel n'a été décidé si Chérif El Ouezzani, Bellellou, Mecheri Abdellah, Sofiane Elimam, Radjah et « Hamitou » renforceront l'équipe dirigeante ou non. Pour ce qui est du dossier « Hyproc », le Wali a prévenu les responsables du club Amateur qu'une réunion est prévue mardi prochain avec les responsables de la société de transport maritime des produits pétroliers pour faire le point sur l'avancement des préparations des différents documents nécessaires pour le rachat de la majorité des actions de la SSPA MCO et cela semble plus ou moins trainer ces derniers jours à cause du bilan de l'exercice 2022, qui n'est pas encore prêt et que doit pré-

parer le grand absent de la réunion avec le Wali, le D.G de la SSPA MCO, Rafik Cherak. A noter que lors de cette réunion, l'entraîneur Omar Belatoui était présent pour expliquer la situation de l'équipe et pour voir son avis aussi sur le renforcement de l'équipe dirigeante par les noms cités plus haut. D'autre part, la formation du CRB a émis le vœu de reporter une fois de plus le match prévu, le 17 avril prochain contre le MCO et les dirigeants du MCO auraient accepté cette demande, mais au niveau de la ligue professionnel on refuse un nouveau changement dans la programmation et le match devrait normalement avoir lieu à la date fixée et le match suivant sera celui de la 23ème journée contre la JSK, le 5 mai prochain au stade du 1er novembre de Tizi-ouzou.

Benhamou fout la pagaille à la reprise des entraînements !

La reprise des entraînements du MCO, mardi ne s'est pas faite dans de bonnes conditions, puisqu'elle a été marquée par un incident d'indiscipline majeure provoqué par le joueur Benhamou, qui n'a pas apprécié qu'il ne soit pas convoqué pour le match de Khenchla, alors il a non seulement envoyé un SMS « salé » au duo Belatoui-Haddou Moulay, mais il est venu à la reprise et il a voulu s'entraîner, alors que le staff technique avait rédigé un rapport accablant contre lui, pour qu'il passe devant le conseil de discipline. Le joueur n'a rien voulu entendre et a refusé de sortir et quitter le terrain, tout en menaçant les deux entraîneurs et en les insultant et les deux parties ont failli en arriver aux mains, ce n'est l'intervention de Nacer eddine Bessedjri, présent sur place, qui a convaincu le joueur de quitter le terrain et mettre fin à cet incident, qui a duré plus d'une demi-heure. A noter que Belatoui ne veut plus de ce joueur pour le reste de la saison, tout en rappelant qu'il est déjà passé en conseil de discipline pour le même comportement durant la phase aller, décidément rien ne va au MCO !

L.Nacer

LIGUE 1 MOBILIS:

Le MCA bat le NCM (1-0) et rejoint le podium

Le MC Alger, vainqueur mardi en déplacement face au NC Magra 1-0 (mi-temps : 0-0), a rejoint l'ES Sétif à la troisième place au classement, à l'occasion de la mise à jour de la 19e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football. Après une première période assez équilibrée, le "Doyen" est parvenu à trouver la faille après la pause grâce à son défenseur central Ayoub Ghezala (52e). A l'issue de ce succès, le premier depuis l'arrivée du nouvel entraîneur français Patrice Beaumelle, le MCA

rejoint l'Entente à la troisième position avec 35 points chacun, et un dernier match en retard à disputer face au CR Belouizdad. En revanche, le NCM aligne un deuxième revers de rang, après celui concédé vendredi en déplacement face au RC Arbaâ (5-1), et reste menacé par le spectre de la relégation en occupant la 13e place avec 26 points. Les matchs de mise à jour se poursuivront mercredi avec au menu USM Alger (8e, 29 pts) - USM Khenchela (5e, 31 pts) au stade du 5 juillet (22h30) à huis clos. Les Algé-

rois, battus samedi à Sétif (1-0), devront sortir le grand jeu pour venir à bout de l'USMK, qui a aligné samedi à Oran (1-1) un quatrième match sans défaite, toutes compétitions confondues. Le leader du championnat le CR Belouizdad recevra jeudi le Paradou AC également au stade du 5 juillet (22h30) à huis clos. Seule équipe invaincue depuis le début de la saison, le Chabab (1e, 44 pts) se présentera largement favori à domicile face au Paradou (14e, 20 pts), dans un vérita-

ble choc des extrêmes. La deuxième partie des matchs de mise à jour, qui comprend quatre rencontres, se jouera à partir de dimanche prochain, et sera étalée sur trois jours. Résultats partiels des matchs de mise à jour: 19e journée: NC Magra - MC Alger 0-1 *Mercredi, 12 avril: 17e journée: USM Alger - USM Khenchela (22h30) huis clos *Jeudi, 13 avril: 17e journée: CR Belouizdad - Paradou AC (22h30) huis clos

CAN-2023 (U17) ALGÉRIE : 25 joueurs retenus pour un stage du 12 au 19 avril à Alger



Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 17 ans (U17), Arezki Remmane a fait appel à 25 joueurs pour un stage prévu du 12 au 19 avril au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 prévue en Algérie du 29 avril au 19 mai, a indiqué la Fédération algérienne (FAF) mercredi sur son site officiel. Ce troisième regroupement de la sélection des U17 devra être ponctué par deux rencontres amicales internationales face à des sélections africaines une fois leur accord obtenu officiellement, précise la même source. Lors du précédent regroupement, les Verts ont disputé trois matches dans le cadre d'un tournoi international "test-event" qui a vu la présence des sélections du Japon, du Mali et des Comores. Lors de la CAN-2023, les Algériens évolueront dans le groupe A, domicilié au stade Nelson-Mandela de Baraki, en compagnie de la Somalie, du Sénégal, et du Congo. Les Algériens entameront le tournoi face aux Somaliens, en match d'ouverture du tournoi prévu le samedi 29 avril (20h00). Le groupe B, domicilié au stade Chahid-Hamlaoui de Constantine, est composé du Nigeria, du Maroc, de l'Afrique du Sud, et de la Zambie, alors que la poule C, dont les matchs se joueront au stade du 19-mai 1956 d'Annaba, comprend le Cameroun (tenant du titre), le Mali, le Burkina Faso, et le Sud-Soudan. Les quatre premiers du tournoi représenteront l'Afrique au Mondial U17 au Pérou (10 novembre-2 décembre).

*Liste des 25 joueurs convoqués :

Laraba Hammou (USMA), Merzouk Samy (Lille/ France), Bouteldja Mehdi (Académie FAF), Yaakoubi Nadir (ACA/ FAF), Nemer Ziad (ACA/ FAF), Amem Faiz (ACA/ FAF), Bouaouiche Rami (ACA/ FAF), Benidder Abdelhak (PAC), Abed Anes (PAC), Galou Amine (PAC), Souileh Okba (ACA/ FAF), Belkaid Youcef (PAC), Yazid Issam (CRB), Kessassi Fethi (ACA/ FAF), Limane Allaeddine (ACA/FAF), Anatouf Moslem (ACA/FAF), Bahlouli Djibril (O Lyon/France), Banabdelkader Fadi (ACA/FAF) Chetoui Shain (Havre AC/France), Abdellmoudjib Mohamed (Hercules De Alicante/Espagne), Gassi Yakoub (ACA/FAF), Yazid Issam (CR Belouizdad), Mohamed Ali Saleh Ziad (Zamalek/Egypte), Badani Younes (Paradou AC).

EN U23 :

Polémique autour de la sélection de certains joueurs

Lors d'un entretien accordé à la chaîne El Bilad, Salim Menad, ancien adjoint du sélectionneur Ould Ali, a dénoncé certaines pratiques qui l'auraient poussé à quitter le staff des U23. Celui-ci a en effet déclaré que certains joueurs auraient été sélectionnés uniquement pour avoir le statut d'international et ainsi augmenter leur valeur marchande. Aussi, ce sont ces agissements qui l'ont poussé à poser sa démission, selon lui, sentant ses principes bafoués. Il ajoute également que pour le match retour de la rencontre qualificative face à la RD Congo, trois joueurs ont été déclarés blessés alors qu'ils ne l'étaient pas. Affaire à suivre, le sélectionneur Nouredine Ould Ali pourrait répondre. Ce ne serait pas la première polémique concernant les critères de sélection dans nos équipes de jeunes...